



SYNDICAT D'AMÉNAGEMENT DES RIVIÈRES DU BANDIAT, DE LA TARDOIRE ET DE LA BONNIEURE (SYBTB)

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2018

POUR LE POSTE DE TECHNICIEN DE RIVIÈRE



*Emmanuel
ROJO-DIAZ*

SYBTB
La petite rivière
16 110 AGRIS



SOMMAIRE

I. Évolution du syndicat	4
I.1 Collectivités adhérentes	4
I.2 Comité syndical et délégués syndicaux	7
I.3 Élection	7
I.4 Président, vices présidents et bureau	7
II. Organisation du SyBTB	7
II.1 Changement de secrétaire comptable	7
II.2 Les postes de Technicien Rivière	7
II.2.1 Moyens techniques	8
II.2.2 Gestion administrative	8
II.3 Lien avec les nouveaux membres, institutions et syndicat amont	8
II.3.1 CDC Charente limousine	8
II.3.2 EPTB de la Charente	9
II.3.3 Financement du SyBTB	9
II.3.4 Lien avec les gestionnaires amont	9
III. Bilan d'exécution des missions	10
III.1 La Bonnieure	10
III.1.1 Travaux	10
III.1.2 Suivi du milieu	13
III.1.3 Aides aux autres structures	15
III.2 La Tardoire avale	16
III.2.1 Évolution sur le moulin de lavaud	16
III.2.2 Le moulin de la Chaise	16
III.2.3 Le moulin du Maine pachou	18
III.2.4 Concertation sur les ouvrages	18
III.2.5 Suivi de la Tardoire en canoë	19
III.2.6 Travaux sur le canal d'olera	20
III.2.7 Aides aux autres structures	20
III.3 Le Bandiat	21
III.3.1 La régie	21
III.3.2 Suivi et intervention sur l'amont du Bandiat	21
III.4 La régie	21
III.5 Communications	22
III.5.1 Au niveau national	22
III.5.2 Au niveau local	22
III.5.3 Au niveau du bassin versant de la Charente	24
III.6 Autres	24
III.6.1 Intervention de la gendarmerie	24
III.6.2 Orage de grêle	24
III.7 Formation	25
III.7.1 Stagiaire au SyBTB	25
III.7.2 Formation	25

IV. Synthèse sur l'état des cours d'eau suivis	27
IV.1 Surveillance du réseau hydraulique	27
IV.1.1 Suivis des débits de la Bonnieure, Tardoire et Bandiat	27
IV.1.2 Suivis des stations du réseau complémentaires (RCO)	28
V. Bilan temporel et financier de ces missions	29
V.1 Synthèse du temps consacrée à chaque mission.....	29
VI. Orientation pour l'exercice 2019.....	31
VI.1 Sensibilisation des nouveaux membres.....	31
VI.2 Programme de travaux entreprises.....	31
VI.3 Autres interventions	31
VI.4 Détail prévisionnel des lignes budgétaires 2019	31
VI.5 Prévision temporelle pour 2019.....	33
VI.6 Recettes prévisionnelles pour 2019	35
VI.6.1 Actualité sur l'évolution des subventions	35
VI.6.2 Perspectives de recette pour 2019.....	36
VI.7 Dépenses prévisionnelles pour 2019	40
VI.7.1 Pour la partie fonctionnement	40
VI.7.2 Pour l'investissement	40
VI.7.3 Travaux entreprises	40
VI.7.4 Dépenses des emprunts et remboursement pour trop-perçu	41
VII. Bilan financier de ces missions pour 2018.....	42
ANNEXES.....	43

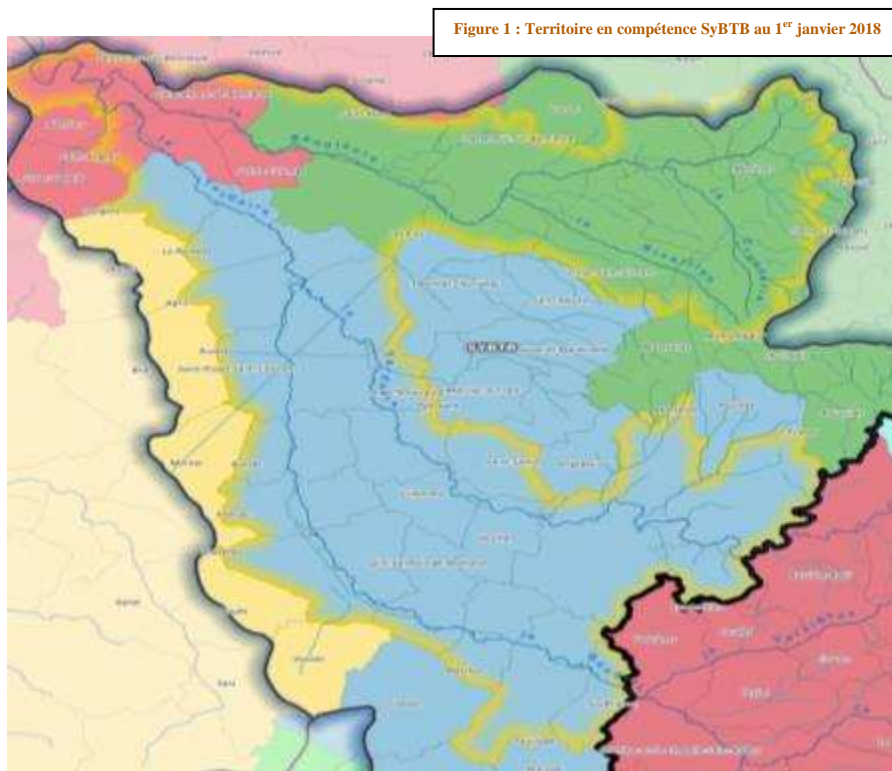


I. Évolution du syndicat

Le Syndicat d'Aménagement des rivières du Bandiat, de la Tardoire et de la Bonnieure (SyBTB) est né de la fusion en juillet 2017, des trois anciens Syndicats de rivière : le SIAHP de la Tardoire, le SIAH de la Bonnieure et le SIAH du Bandiat.

I.1 Collectivités adhérentes

Le syndicat au **1^{er} janvier 2018 a changé de statut** (passage en syndicat mixte) et de **membres** (passage des communes aux EPCI). Ainsi, le syndicat, **début 2018, a pour membres 4 EPCI** et ne couvrait que la surface des communes anciennement adhérentes.



Suite aux élections du 14 mars 2018, le syndicat a délibéré le 23 mars 2018 pour pouvoir **étendre son périmètre à l'ensemble de la surface du bassin versant de la Tardoire Charentaise et de faire adhérer la dernière EPCI (CDC Lavalette Tude Dronne) située sur le bassin versant.**

Les cartes suivantes montrent le territoire des EPCI qui sont sur le bassin versant de la Tardoire.

Figure 2 : Territoires des EPCI et du BV de la Tardoire



Il a fallu attendre la délibération des 4 EPCI déjà adhérentes et les délibérations de chaque commune de la Communauté de Communes Lavalette Tude Dronne pour que le **préfet de la Charente puisse valider les nouveaux statuts, le 12 octobre 2018** (Cf. annexe n°1).



Le syndicat regroupe ainsi **fin 2018, 5 EPCI à FP**.

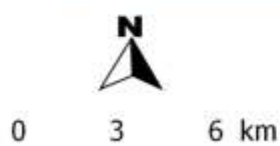
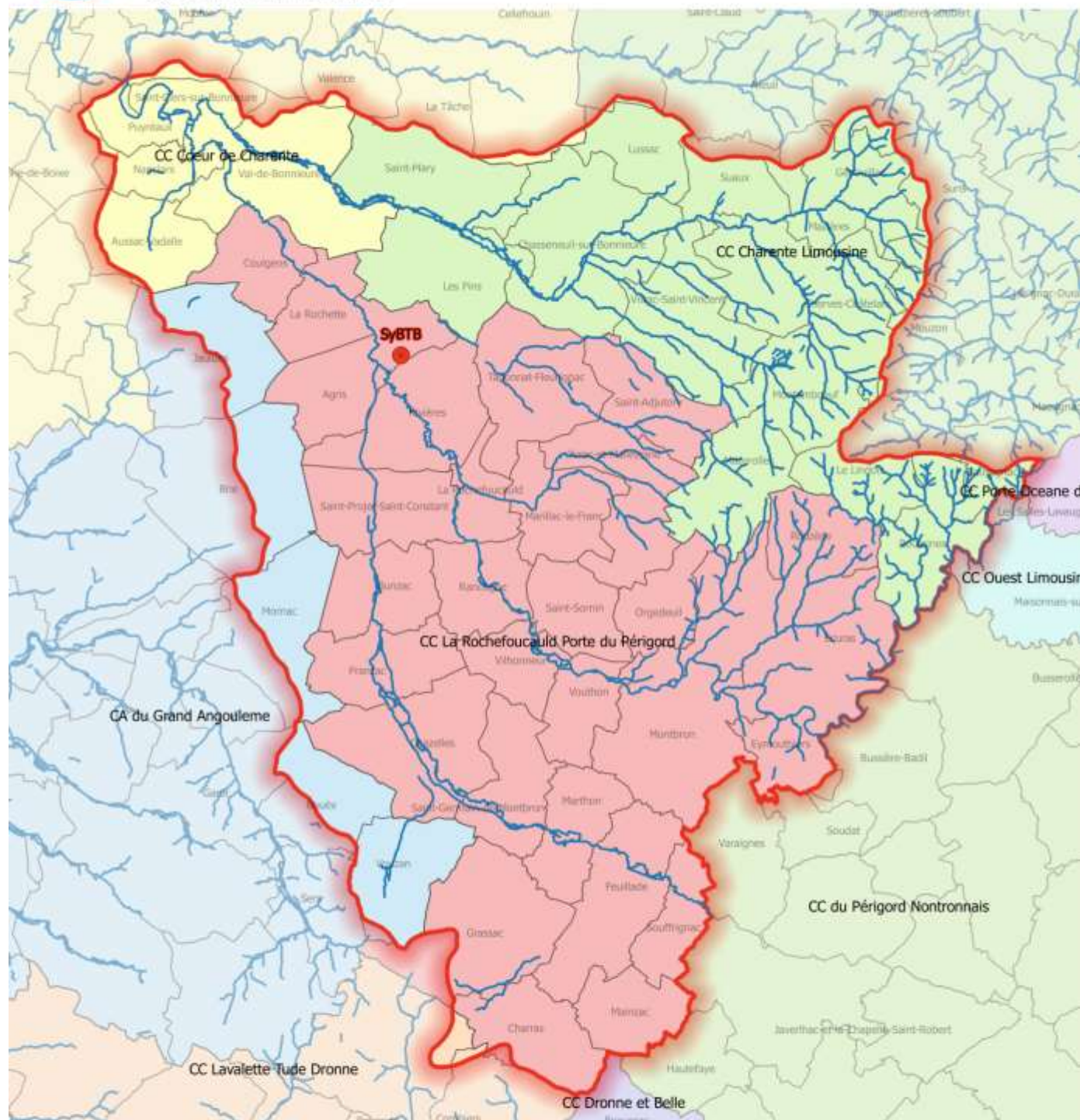
- la **Communauté d'Agglomération du Grand Angoulême** (7 communes) : Bouëx, Brie, Garat, Jauldes, Mornac, Sers et Vouzan.
- la **Communauté de Communes Charente Limousine** (22 communes) : Chasseneuil-sur-Bonnieure, Cherves-Châtelars, Genouillac, Le Lindois, Les Pins, Lésignac-Durand, Lussac, Massignac, Mazerolles, Mazières, Montemboeuf, Mouzon, Nieuil, Roumazières-Loubert, Roussines, Saint-Claud, Saint-Mary, Sauvagnac, Suaux, Suris, Verneuil et Vitrac-Saint-Vincent.
- la **Communauté de Communes Cœur de Charente** (9 communes) : Aussac-Vadalle, Cellefrouin, La Tâche, Mouton, Nanclars, Puyréaux, Saint-Ciers-sur-Bonnieure, Val-de-Bonnieure et Valence.
- la **Communauté de Communes La Rochefoucauld-Porte** du Périgord (29 communes) : Agris, Bunzac, Charras, Chazelles, Coulgens, Ecuras, Eymouthiers, Feuillade, Grassac, La Rochefoucauld, La Rochette, Mainzac, Marillac-le-Franc, Marthon, Montbron, Orgedeuil, Pranzac, Rancogne, Rivières, Rouzède, Saint-Adjutory, Saint-Germain-de-Montbron, Sain-Projet-Saint-Constant, Saint-Sornin, Souffrignac, Taponnat-Fleurignac, Vilhonneur, Vouthon et Yvrac-et-Malleyrand.
- la **Communauté de Communes Lavalette Tude Dronne** (2 communes) : Combiers et Rougnac.

Aujourd'hui, le syndicat couvre 69 communes, 35000 habitants, 500 km de cours d'eau et un bassin versant de 900km² (cf. carte suivante).

Le périmètre hydrographique du SyBTB correspond à une cohérence de bassin versant délimité par la limite départementale (Charente/Dordogne/Haute-Vienne).

Le siège de la collectivité est maintenant basé à La petite rivière 16110 AGRIS.

Périmètre du SyBTB



1:200 000

Source: IGN Scan 25
SyBTB - Q.VIAL

Légende

- Localisation SyBTB
- Communes
- Bassin versant SyBTB 16
- Cours d'eau

EPCI

- CA du Grand Angoulême
- CC Charente Limousine
- CC Coeur de Charente
- CC La Rochefoucauld Porte du Périgord
- CC Lavalette Tude Dronne

I.2 Comité syndical et délégués syndicaux

Le SyBTB est **administré par un Comité syndical composé de 37 délégués** disposant d'une voix délibérative et de 37 suppléants suite aux changements de statut.

Article 5 - Siège du Syndicat

Le siège du Syndicat se trouve à la mairie d'Agris rue le Bourg, 16110 Agris.

Article 6 - Durée

Le Syndicat est constitué pour une durée illimitée.

CHAPITRE 2 : ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT DU SYNDICAT

Article 7 - Représentation au sein du Syndicat

Le Syndicat est administré par un comité syndical composé de 37 délégués titulaires et de 37 délégués suppléants répartis de la façon suivante en fonction de la surface de l'EPCI rattaché dans le SyBTB :

EPCI	Répartition surface EPCI sur BV en %	Nombre de délégués titulaires	Nombre de délégués suppléants
Communauté d'Agglomération de Grand Angoulême	8%	3	3
CDC Coeur de Charente	8%	3	3
CDC de Charente Limousine	29%	10	10
CDC La Rochefoucauld - Porte du Périgord	59%	20	20
CDC Lavilledieu Tule Doune	0,3%	1	1
Total	100%	37	37

Le délégué suppléant est appelé à siéger au comité syndical avec voix délibérative, en cas d'empêchement du délégué titulaire.

Article 8 - Bureau

En application des articles L5210-10 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, le bureau du Syndicat est composé du président, élu en plusieurs vice-présidents et éventuellement, élu ou de plusieurs autres membres.

Le bureau de vice-présidents est désigné par l'organe délibérant, sous réserve que ce bureau puisse être supérieur à 20 %, arrêté à l'entier supérieur, de l'effectif total de l'organe délibérant ou qu'il puisse excéder quinze vice-présidents.

Le comité syndical élu en son sein un Président, les Vice-Présidents répartis sur les trois communautés d'agglomération et membres du bureau.

Figure 4 : Extrait des statuts du SyBTB

Le délégué suppléant est appelé à siéger au comité syndical avec voix délibérative, en cas d'empêchement d'un délégué titulaire.

Le **Comité syndical constitue l'organe délibérant du Syndicat**, c'est-à-dire qu'il est chargé de prendre les décisions par délibération fixant les actions à engager par le Syndicat et permettant le fonctionnement de la structure.

I.3 Élection

Suite aux délibérations des 4 EPCI désignant les délégués, le SyBTB a organisé le **14 mars 2018 des élections** suite au passage de syndicat à vocation unique à syndicat mixte au 1^{er} janvier 2018. Dans ce conseil, il a été aussi décidé les délégations de fonction.

I.4 Président, vices présidents et bureau

Le **bureau se réunit afin de préparer le Comité Syndical**. Celui-ci peut également donner délégation au bureau afin de prendre des délibérations. Il est composé de:

- Président: Jean-Marcel VERGNION (CDC La Rochefoucauld Porte du Périgord)
- 1er Vice-Président: Daniel DECHANDON (CDC La Rochefoucauld Porte du Périgord)
- 2ème Vice-Président: Michel MARTIN (CDC Charente Limousine)

Membres du bureau:

- Didier GENINI (CDC La Rochefoucauld Porte du Périgord)
- André QUEMENT (CDC La Rochefoucauld Porte du Périgord)
- Gilbert PASCAUD (CDC Charente Limousine)
- Élisabeth GUIMARD (CDC Charente Limousine)

II. Organisation du SyBTB

II.1 Changement de secrétaire comptable

Au cours de l'année 2018, il y a eu **3 changements de secrétaire comptable**. La comptable du syndicat Mme PREMON Annie, a laissé sa place à Mme BARRAUD puis à Mme CAILLAUD Nadia.

Ces changements de personnel sont dus principalement **au poste qui n'est que de 10h/s.** ainsi, les personnes partent pour des postes à temps complet.

Ces changements ont nécessité une **adaptation et entraîné quelques perturbations dans la gestion comptable** du syndicat.

II.2 Les postes de Technicien Rivière

À la suite des premiers travaux de restauration, les élus du syndicat ont pris la décision de **recruter un technicien Rivière** afin de réaliser le programme d'entretien, de suivre les travaux, d'assurer un suivi du réseau hydrographique et de remplir un rôle de médiateur, d'animation et de sensibilisation auprès des riverains et des usagers.

En avril 2014, le syndicat s'est doté d'un **deuxième poste de technicien de rivière** pour permettre entre autres de suivre les deux Plans Pluriannuels et de mettre en place la révision du programme de la Bonnière. Ainsi par rapport à cette augmentation d'activité, cette personne avait un **contrat de 1 an**. Le contrat étant arrivé à terme, la technicienne est partie le 2 mars 2015. Par la suite et ayant toujours un surplus d'activité, le syndicat a lancé un

nouveau recrutement dès le mois de mars. Il a été ainsi recruté M **VIAL Quentin** à partir du 1^{re} juin 2015 qui est, depuis le 1^{er} septembre 2016, titulaire.

Pour pouvoir réaliser un **état des lieux et diagnostic** sur l'ensemble du territoire, le syndicat a **embauché, au 1^{er} septembre 2017, une apprentie** pour réaliser ces opérations sur les **nouvelles zones du territoire que le syndicat aura en 2018**. Cette personne est **Typhaine GOYER** qui fut une **ancienne stagiaire du SIAH de la Bonnieure** en 2016. Elle a eu pour mission la réalisation d'une partie des **relevées de terrain** pour la réalisation du dossier d'autorisation pour les aménagements hydromorphologiques sur la Bonnieure. Elle réalisa aussi **les panneaux explicatifs** des travaux réalisés pour l'aménagement du lit mineur de la Bonnieure et la Tardoire. À savoir qu'un apprenti ne peut pas rester sans son tuteur d'après les dires du professeur qui suit l'apprenti du SyBTB. Cela complexifie la logistique pour les relevées de terrain.

II.2.1 Moyens techniques

Moyens informatiques

Le syndicat possède 6 ordinateurs avec connexion internet et logiciels basiques (traitement de texte, tableur), **un miniportable (Net books)**, un téléphone/fax, **un photocopieur multifonction**, un appareil photo numérique et un CartoPocket. Par ailleurs, il est développé avec l'aide de Charent'eaux, la mise en place du logiciel Qgis qui remplacera à terme le logiciel Mapinfo pour la partie SIG.

Matériel roulant

Les techniciens Rivière disposent d'un véhicule Berlingo et d'un véhicule Duster pour leurs déplacements.

II.2.2 Gestion administrative

Ce travail est entièrement réalisé par le directeur, le technicien Rivière et la secrétaire, à savoir :

Enregistrement et élaboration des courriers, convocations, contacts pour rendez-vous, commandes diverses, réunions hebdomadaires avec le Président, réunions avec des délégués, préparation des réunions de Bureau et Comités syndicaux, validation des comptes rendus et dossiers de subventions pour le poste de TR et des régies.

II.3 Lien avec les nouveaux membres, institutions et syndicat amont

II.3.1 CDC Charente limousine



La communauté de communes Charente Limousine a proposé une **convention d'objectifs et de partenariat** dans l'exercice de la GEMAPI. Celle-ci fut **votée le 17 septembre 2019** par le SyBTB.

La CDC a pris l'initiative de **réunir annuellement l'ensemble des délégués** qui représentent la CDC au sein des différents syndicats mixtes couvrant leur territoire. **Cette réunion a eu lieu le 8 octobre 2018** où le **SyBTB** a présenté le **fonctionnement du syndicat** et une partie des **travaux réalisés sur l'ensemble du territoire couvert par le SyBTB**. **En amont** de cette réunion, il a été organisé une réunion avec les différents **gestionnaires des syndicats mixtes du secteur pour harmoniser les présentations**.



Figure 6 : Extrait de la convention CDC/ SyBTB



Figure 5 : Extrait de la présentation pour la CDC Charente limousine

II.3.2 EPTB de la Charente

L'EPTB de la Charente est venue nous présenter le 29 mai 2018, leur **nouveau statut** afin que les **syndicats mixtes** puissent **y adhérer**.

Par la suite, une **présentation** a eu lieu au cours d'un **conseil syndical le 17 septembre 2018**. La participation demandée au syndicat s'élevait à 3 431 €.



Figure 8 : Extrait de la présentation de l'EPTB

Le syndicat ayant des **problèmes de finance importante** et trouve que l'EPTB n'est pas présente sur la partie amont du bassin versant de la Charente (réunion principalement à Saintes) n'ont pas voté l'adhésion à l'EPTB.

Par la même occasion, l'EPTB demanda un suppléant de participation pour les membres non adhérents pour le RECEMA, le SyBTB a décidé d'arrêter de suivre les stations sur son bassin versant.

II.3.3 Financement du SyBTB

Suite aux **évolutions des subventions**, le syndicat au mois de septembre 2018 a **rencontré individuellement les EPCI** membres du SyBTB pour les **avertir des problèmes financiers** dans les prochains mois. Par la suite, une **réunion**, avec l'ensemble des responsables des EPCI sur le domaine de la Gemapi et les membres du bureau du SyBTB, a eu lieu le **8 octobre 2018** avec l'aide de Charent'eaux pour pourvoir **expliquer les besoins financiers** du syndicat dans les prochaines années. (cf. compte rendu annexe n°2).

II.3.4 Lien avec les gestionnaires amont

Pour pouvoir avoir une **coordination des gestionnaires de la Tardoire**, il est **organisé annuellement une réunion**

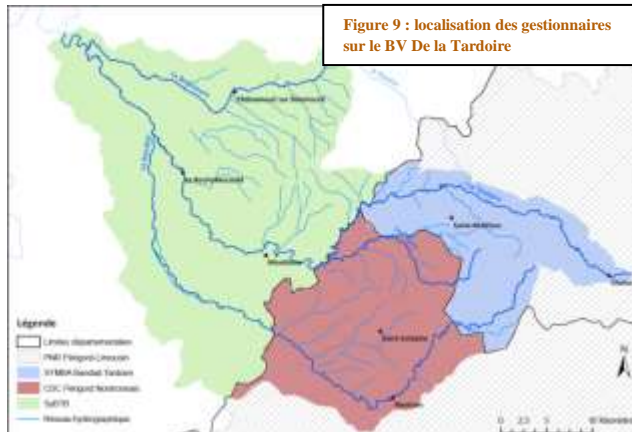


Figure 9 : localisation des gestionnaires sur le BV de la Tardoire

avec une visite de terrain où l'ensemble des gestionnaires est invité (PNR, syndicat de la Tardoire amont, SYBTB et CDC du Périgord vert) ainsi que les institutions (AEAG, EPTB, Région NA, Charent'eaux,...). Cette action avait été **indiquée dans le PPG du Bandiat aval**.



Objet : Compte rendu de la réunion interbassin Bandiat-Tardoire du 09 octobre 2018
Lieu : Maison STENO ORADOUR SUR VAYRES
Personnes présentes :

Présents	Organisme
Roland SIMONNEAU	SYMBA Bandiat-Tardoire
Anne-Laure PARCQUET	
Samuel CALVET LOPEZ	
Jean-Marie VERGASON	SyBTB
Stéphane GEMIN	
Emmanuel ROUSSEAU	
Quentin VIAL	
Marjolaine FORTINIER	CDC Périgord Nontronnais
Marc FICHARD	PNR Périgord Littoral
Guillaume GUYAC	
Stéphane LABOURGNE	Agence de l'Eau Adour Garonne
Thomas CUDANGE	
Colin FORTINIER	Région Nouvelle-Aquitaine
Invités	Organisme
François SOULAT	PNR Périgord Littoral
Frédéric DUPUY	
Isabelle LAROCHE	Région Nouvelle-Aquitaine

M. Simonneau a débuté la séance en remerciant l'ensemble des participants de leur présence. La première réunion interbassin Bandiat-Tardoire avait été initiée le 31 Avril 2017 par le syndicat charentais. Nous prenons le relais cette année, sur le territoire des sources du Bandiat et de la Tardoire. Ce rendez-vous permet de réunir, environ une fois par an, les différents gestionnaires du bassin versant, afin de se tenir informés des évolutions de chacun et des actions réalisées.

Figure 11 : Extrait du compte rendu de la réunion interbassin Bandiat Tardoire

En 2018, c'est le SYMBA qui a organisé cette réunion à ORADOUR sur VAYRES.



Figure 10 : visite de chantier sur un effacement ouvrage

Cette réunion a été suivie d'une **visite de terrain sur les seuils qui ont été arasés** sur la partie amont de la Tardoire.

III. Bilan d'exécution des missions

Les missions des techniciens de rivière se déroulent sur **3 rivières principales du bassin versant de la Tardoire**.

Par la suite, il sera détaillé les missions par rivière (Bonnieure, la Tardoire aval et le Bandiat aval).

III.1 La Bonnieure

III.1.1 Travaux

En 2017, nous avons **lancé un marché public** pour la **réalisation des travaux** prévus dans la tranche 1, 2 et 3 du PPG de la Bonnieure. L'entreprise retenue a été SARL Rivolet de Nanclars.

Dans ce marché, nous n'avons gardé que les **travaux liés à l'hydromorphologie et à la végétation**. En effet, les travaux sur **l'aménagement de zone d'abreuvement et la pose de clôture n'étant plus financés par l'AEAG**, les élus n'ont pas souhaité pour l'instant maintenir ces aménagements. Ces **aménagements seraient pourtant très bénéfiques** (cf. PPG de la Bonnieure) pour la **reconquête de la qualité de l'eau**. De plus, ces travaux avaient demandé des **démarches importantes de sensibilisation auprès des exploitants** qui attentaient ces aménagements. **Nous savons actuellement que ces aménagements peuvent être financés par la région**. Nous espérons que cela pourra permettre ce type d'aménagement directement par les exploitants.

Pour pouvoir réaliser au mieux les travaux, nous avons organisé une **réunion de chantier**, le mercredi 11 juillet

Figure 12 : Réunion de terrain pour le chantier de la Bonnieure



2018, avec l'ensemble des institutions, l'entreprise et surtout les propriétaires. Cette réunion a permis de **valider l'organisation des travaux** et de voir comment a évolué la 1^{ère} zone de travaux. Ainsi nous avons pu **constater que les aménagements ont permis de retrouver un lit se rapprochant plus de l'aspect rechercher** (débordement lorsque le débit de la rivière s'approche du

module, alternance de mouille et de radier). Toutefois, les **radiers réalisés** lors de la 1^{ère} tranche de travaux n'étaient pas assez longs et certains n'étaient pas assez hauts. Ainsi, les **radiers trop bas ont été rechargés et plus de matériaux** ont été mis sur la **suite du linéaire** (Cf. dossier de solde tranche 1 et 2_bon de commandes 2 et 3) pour permettre de se **rapprocher au mieux de l'objectif**. Cette **augmentation du volume** des matériaux a permis de **réaliser des travaux se rapprochant de l'état voulu**, mais, les **financements étant déjà votés**, nous avons donc dû **réduire le linéaire d'intervention** qui était initialement prévu dans le dossier du PPG. Ce linéaire est **passé de 6 600 ml à 1 800 ml** de cours d'eau pour **6 575 T de matériaux posés** (3 660 T/ km de cours d'eau).

Les photos suivantes montrent les travaux et leur évolution après un hiver.





Figure 16 : localisation des travaux



Figure 14 : Matériel adapté aux difficultés d'accès -dumper



Figure 13 : création d'un matelas alluvial



Figure 15 : Retour de l'eau progressivement

Ces travaux ont été **réalisés** pendant un **assec de la rivière** et l'eau est **revenue progressivement** au mois de **décembre 2018**.

Les photos suivantes sont des comparaisons avant / après travaux.



Figure 17 : Hauteur importante des matériaux avec un lit assec

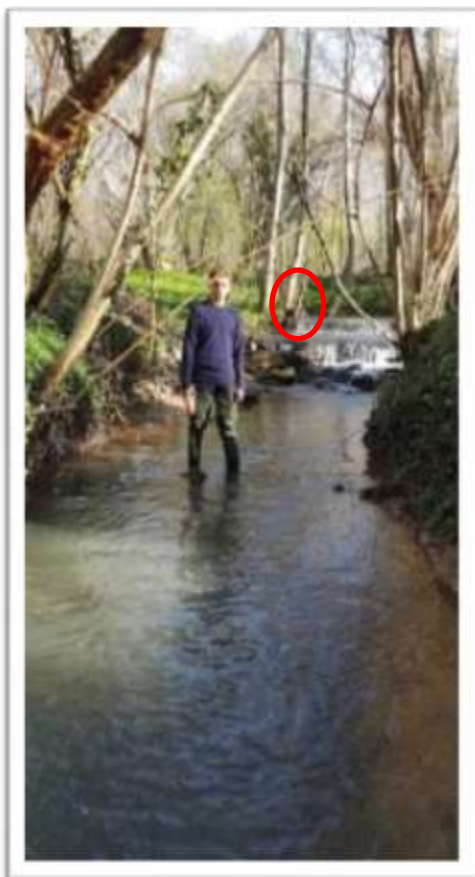


Figure 19 : Portion avant travaux



Figure 18 : Portion après travaux



Nous pouvons voir que même **le seuil sur le site devient franchissable** après travaux. De plus, l'ensemble du système racinaire de la ripisylve se retrouve connecté.



Pour pouvoir réaliser, les travaux de la tranche 1 et 2, nous avons édité et envoyé **3 bons de commande** pour une somme totale de 205 113,60 €.

bilan tranche 1-2

	Tranche 1-2 2014	Total dépense	Reste	Bon commande N°1	Bon commande N°2	Bon commande N°3
	HT	TTC		TTC	TTC	TTC
	171 000,00 €	205 200,00 €		39 414,00 €	92 253,60 €	73 446,00 €
Total TTC	171 000,00 €	205 200,00 €	86,40 €	205 113,60 €		

Nous avons **demandé un financement** pour des travaux estimés à **205 200 €**. Ainsi, le **pourcentage réalisé** est de **99,96%**. Il va être donc demandé le **solde de ces travaux dès que le syndicat pourra honorer ces factures**.

III.1.2 Suivi du milieu

3 suivis supplémentaires ont été réalisés en plus de ce prévu dans le PPG en fonction des opportunités.

III.1.2.1 Réalisation d'une pêche électrique

Lors de la réunion de terrain, la **fédération de pêche de la Charente a proposé et réalisé une pêche électrique** en aval du passage à gué, le mardi 24 juillet 2018. Le personnel de la régie a aidé à la réalisation de cette pêche électrique.



Figure 22 : comptage des poissons

Le tableau suivant explique la synthèse des résultats.

Tableau 1 : synthèse des résultats de la pêche électrique

Synthèse des résultats					
Métrique	Abréviation	Valeur observée	Valeur théorique	Probabilité	Score associé
Nombre total d'espèces	NTE	6	4,2384	0,3310	2,2114
Nombre d'espèces rhéophiles	NER	0	1,2948	0,0108	9,0558
Nombre d'espèces lithophiles	NEL	3	2,3354	0,7571	0,5565
Densité d'individus tolérants	DIT	0,2436	0,0175	0,0555	5,7841
Densité d'individus invertivores	DII	0,0833	0,1554	0,3045	2,3781
Densité d'individus omnivores	DIO	0,0064	0,0049	0,2652	2,6543
Densité totales d'individus	DTI	0,8269	0,3025	0,3052	2,3737
Valeur totale de l'IPR					25,014
Classe de qualité					Mauvaise

Nous pouvons **noter un état mauvais** de l'aspect piscicole **dès la source de la Bonnieure**.



III.1.2.2 Modification de la couleur de l'eau

Lors du **suivi du site**, nous avons pu **observer lors d'une montée d'eau** que l'eau après avoir parcouru environ 2km d'aménagements été plus clair. Ainsi, l'ensemble des aménagements permet **de décanter et de filtrer l'eau**. Il a pu être remarqué aussi que les 1^{ères} fosses ont commencé à se **remplir de matériaux** provenant du charriage naturel de la rivière.



Figure 24 : couleur de l'eau en amont des aménagements



Figure 23 : couleur de l'eau en milieu des aménagements

III.1.2.3 Mise en place de piézomètres artisanaux

Pour pouvoir suivre l'évolution de la nappe phréatique, **3 piézomètres artisanaux ont été posés** sur une partie de la rivière ou les travaux devraient avoir lieu dans 2 à 3 ans (en fonction des financements possible). Une **convention** a été signée entre le **propriétaire et le SyBTB**. La **réalisation des sondages** a été **réalisée manuellement** grâce à la **tarière prêtée par le SPANC de la CDC RPP**. La profondeur du sondage est de 2,20m.



Figure 27 : localisation des piézos



Figure 26 : tarières pour la réalisation des sondages



Figure 25 : réalisation du trou à la tarière manuelle

À la suite, des tuyaux de 2,40 m ont été perforés et collés par la régie et l'apprentie du SyBTB.

Ils ont été ensuite **disposés dans les emplacements prévus**. Le tuyau a été bouché et la jonction avec le sol a été colmatée avec de l'argile. **Des relevées** sont réalisées **hebdomadairement** grâce à un piézomètre manuel.



Figure 28 : mise en place de l'argile pour éviter l'infiltration de surface



Figure 29 : bouchon sur le tuyau



Figure 30 : piézomètre

III.1.3 Aides aux autres structures

Les techniciens de rivière sont **sollicités par des structures associatives** ou **d'autres collectivités** pour les aider sur des projets en lien avec les cours d'eau.

III.1.3.1 Mesures compensatoires extension de carrière



Syndicat des rivières Bandiat, Tardoire, Bonnieure
M. le Président
Lieu-dit « La petite rivière »
16 110 AGRIS

Cherves Richemont, le 4 juillet 2018

Objet : Projet de déviation du ru de Juillac (carrière CDMR de Genouillac)

Monsieur le Président,

Notre société étudie actuellement un projet d'extension de sa carrière située au lieu-dit les Fayards sur la commune de Genouillac en Charente.

Son emprise est traversée par le ru de Juillac, affluent du ruisseau de Roche, lui-même affluent de la Bonnieure.

Afin de permettre une exploitation rationnelle du gisement sans impacter la qualité de la masse d'eau concernée, notre société se propose, dans le cadre du projet d'extension, de dévier une portion du ru de Juillac dans la partie de l'emprise évitée par l'exploitation.

Ce projet de déviation doit être l'occasion d'améliorer le fonctionnement hydrologique et la qualité biologique du ru. Dans cette perspective, nous avons contacté, sur recommandation de la DDT, votre technicien de rivière M. Rojo-Dias. Lors d'une réunion sur site le 19 janvier dernier, nous lui avons présenté les études réalisées dans le cadre de ce projet de déviation et nous avons échangé avec lui sur les mesures à mettre en œuvre pour améliorer les caractéristiques techniques du ru dévié (méandrage, zones de débordement et bras morts, création d'une ripisylve, etc.).

Figure 31 : courrier de demande assistance technique

Sur le bassin versant de la **Bonnieure**, il est situé une **carrière dioritique** de CDMR. Il souhaite agrandir la surface de la carrière malheureusement, ils vont **détruire des zones humides et dévier un cours d'eau**.

Dans ce cadre, ils ont fait **appel au syndicat** pour que nous puissions les **aider techniquement** à la réalisation de la **dérivation du ruisseau** et à définir les **mesures compensatoires** à réaliser qui seront soumises à la DDT de la Charente.

Le syndicat va être le **maitre d'œuvre** pour la réalisation des travaux **prévus en 2019**.

Après prise en compte des conseils de M. Rojo-Dias et des résultats des études complémentaires réalisées au printemps 2018 (détermination des habitats et des zones humides), nous avons élaboré le projet de déviation que vous trouverez ci-joint et que nous vous soumettons pour avis.

Ce projet a également été soumis à la DDT et nous sommes dans l'attente des ratios de compensation qui s'appliqueront à notre projet dans le cadre de la loi sur l'eau.

Afin de permettre la bonne réalisation de ce projet s'il est validé, nous souhaiterions pouvoir travailler en partenariat avec votre syndicat pour la maîtrise d'œuvre des travaux de déviation et pour la réalisation des mesures de compensation.

Dans cette attente, veuillez agréer, Monsieur le Président, nos plus sincères salutations.

Juliette CHAUVIERE

Responsable Foncier Environnement

Pièce jointe : Projet de déviation du ru de Juillac

Champblanc - 16370 Cherves-Richemont - Tél. 05 45 83 34 11 - Fax 05 45 83 11 70
S.A.R.L. au Capital de 10 000 € - Siret 812 207 080 000 - RCS Cognac 812 207 079 000

III.1.3.2 Pollution de l'eau



Figure 33 : fossé départemental à la sortie de la carrière

Le **15 février 2018**, lors d'une visite de terrain, il a été constaté au niveau de la carrière d'argile sur la commune de Mazières un **rejet d'eau très chargé en matière en suspension**.

Nous avons **signalé ce rejet** à la DDT et l'AFB qui n'en avait pas connaissance.

Par la suite le **Directeur de l'environnement de Terreal**, nous a contacté pour nous expliquer la **problématique de la carrière** et pour aller **visiter le site**.

L'entreprise a été **obligée de shunter le bassin de décantation** suite à son comblement. Ainsi, les **rejets pluviaux** de la carrière ont été **raccordés en**

directement au ruisseau de la Roche. Cette problématique n'a été que temporaire, le temps que l'entreprise **remette en service les bassins** de décantation. À savoir que cette carrière va **finir son gisement** dans les 2 à 3 ans à venir.



Figure 32 : fossé longeant la départementale



Figure 36 : vue du fossé et du ruisseau de Roche



Figure 34 : rejet amont dans le ruisseau



Figure 35 : Rejet aval dans le ruisseau

III.1.3.3 Déviation routière de la RN 141

Nous sommes **réfèrent environnement** dans la commission interdépartementale d'aménagement foncières de Roumazières, la Péruse et Suris. Cette commission a **démarré en 2011** et se **réunit entre 1 à 2 fois par an** en fonction des besoins.

Lors d'une réunion, nous avons **expliqué les aménagements de la Bonnieure** située proche du chantier de la déviation. Il a été **soumis l'idée** de pouvoir avoir des matériaux et/ou souches pour les aménagements de la Bonnieure pour favoriser la **reprise des matériaux de la déviation**.

III.2 La Tardoire avale

III.2.1 Évolution sur le moulin de lavaud

Suite aux travaux réalisés en 2017, nous avons suivi **les 1^{ères} montées d'eau** pour voir comment **les aménagements** sur l'ancien seuil **ont évolué**.



Figure 37 : vue ensemble de lavaud après travaux 2017



Figure 38 : vue de l'ancien seuil lors d'une montée d'eau 2018

Les aménagements réalisés ont réussi à **se maintenir** ne provoquant **plus de chute d'eau** et permettant d'avoir un **lit à emboîtement**.

III.2.2 Le moulin de la Chaise

Les travaux sur le seuil de la Chaise ainsi que les **mesures compensatoires** ont été réalisés **en 2018**. Cela comprenait la réalisation de l'aménagement du seuil, la restauration de la ripisylve, l'abattage des peupliers, la mise en place de risberne végétale et minérale, la pose de 4 abreuvoirs et de clôture.

Pour **communiquer et sensibiliser** l'ensemble de la population, nous avons organisé, pour ce projet, **13 réunions** comprenant envoi de courrier, visite de chantier, affichage en mairie. Le tableau suivant reprend le listing des réunions.



Tableau 2 : planning des réunions

Date de la réunion	Envoie du courrier	Intitulé de la réunion	Personnes invitées
Mercredi 11 décembre 2013	vendredi 22 novembre 2013	gestion de l'ouvrage de la Chaise sur la Commune de Vouthon	Mairie de vouthon, Direction Départemental des Territoires, Onema, Agence de l'eau Adour garonne, Conseil regional du Poitou-charentes, Cater, Federation de pêche de la Charente, Appma de Montbron, 2 associations de canoés, certains usagers / riverains en amont de l'ouvrage, M L'homme, M Michenaud, M Lancestre
	lundi 11 avril 2016,	informez l'ensemble des usagers et des administrations sur l'ouverture du seuil sur toute la période estivale 2016	
	29 avril 2016	Ouverture des vannes	
Jeudi 15 septembre 2016,	lundi 5 septembre 2016	visite de terrain	Réunion publique
Vendredi 2 décembre 2016		Réflexion sur la gestion future de l'ouvrage, Aménagements en lien avec la baisse du niveau d'eau	Institution, élu et propriétaire
	24 mars 2017	Arrête préfectoral	Affichage en mairie
Mardi 26 septembre 2017		Pêche électrique	Usagers et propriétaire
	Lundi 16 octobre 2017	Démarrage des travaux sur le seuil	Tout public
vendredi 23 mars 2018	Téléphone	Abattage des peupliers	propriétaire, l'entreprise le président, directeur du SyBTB et exploitant (hervouet)



lundi 14 mai 2018	Téléphone	Refus des travaux	propriétaire, le président, directeur du SyBTB et exploitant (hervouet) <i>Lettre AR</i>
Lundi 2 juillet 2018	Lundi 25 juin 2018	Démarrage des travaux	Ensembles des propriétaires (12 pers)
Jeudi 9 août 2018	jeudi 2 août 2018	Visite de fin de chantier de la gestion du seuil de la chaise	Ensembles des propriétaires (12 pers), élus et usagers (7 pers) et institutions (9 pers)
Mercredi 5 septembre 2018	Mercredi 29 août 2018	Clôture du chantier de la gestion du seuil de la chaise	Ensembles des propriétaires (12 pers), élus et usagers (7 pers) et institutions (9 pers)

Même avec l'ensemble de cette communication, nous avons **reçu un courrier recommandé** et un riverain a **demandé des renseignements au niveau de la DDT**. Toutefois, cela montre que **cette communication a été efficace**, car sur l'ensemble des personnes touchées nous avons eu que **2 retours négatifs**.

III.2.3 Le moulin du Maine pachou

Le seuil du Maine Pachou a été arasé partiellement dans les années 2000. À l'aval du seuil, le lit mineur est large



Figure 39 : chemin avec des ornières importantes

et peu diversifier. Il a été donc réalisé des **travaux de recharge** pour pouvoir avoir un lit à emboîtement sur ce secteur. La **réalisation de ces travaux** a été faite par l'entreprise Rivolet et suivie majoritairement par le **Technicien de rivière**.

Toutefois, **un des propriétaires riverains s'est plaint des travaux** réalisés en indiquant que le **chemin**, qui dessert son habitation, fut **dégradé lors des travaux**. Une **visite de terrain** avec l' élu référent de la CDC , le président et la propriétaire ont permis de comprendre que c'est le **ruissellement d'un chemin** qui était la **cause du problème**. Ainsi, le syndicat a **averti la mairie** pour lui expliquer le problème et lui indiquer des possibles solutions.

III.2.4 Concertation sur les ouvrages

L'aménagement et la gestion des seuils de moulin sont source de **conflit et tension sur le territoire**. À savoir qu'en 2013, le SIAHP de la Tardoire a **sollicité l'Ifrée** pour l'accompagner dans l'élaboration concertée d'actions pour amender son nouveau programme pluriannuel de gestion des cours d'eau (PPG) sur le bassin versant de la



Figure 40 : Réunion de lancement de la démarche de concertation

Tardoire Charentaise. Dans ce cadre, **l'Ifrée a animé trois groupes** de travail multiacteurs entre 2013 et 2014. Cette concertation a permis d'aboutir à **trois accords** comprenant différentes actions qui ont été intégrées dans le nouveau PPG.

L'action n°1 élaborée dans le cadre de la concertation par le groupe « Les ouvrages : quels intérêts, quelles incidences, quelles gestions ? » avait pour objet de **mettre en place** dans les 2 ans, une **gestion concertée** et cohérente des vannages sur l'ensemble des ouvrages de la Tardoire sur le territoire du SIAHP. Un **groupe**

multiacteurs devait être mis en place pour réaliser un diagnostic de l'ensemble des ouvrages.

Quelques mois après la fin de la concertation, **l'effacement d'un ouvrage** a remis en **exergue les tensions** et les **besoins divergents** des acteurs sur le territoire (association de canoë-kayak, syndicat de rivières, propriétaires...).

S'en sont suivi **plusieurs mois de fortes tensions** qui **ont empêché** cette mise en œuvre et ont entaché les relations entre les acteurs du territoire.

C'est pour **mettre en place et animer ce groupe de travail** que **l'Ifrée a été sollicité** par le SyBTB pour l'**accompagner** dans la mise en œuvre de cette action en vue de produire un **plan de gestion concertée et cohérente des ouvrages** (effacement total ou partiel et aménagement) sur la Tardoire en concertation avec les propriétaires

d'ouvrages et les usagers. Cette action a pour but essentiel de **produire un programme de travaux** en ayant un interlocuteur par ouvrage qui prenne en compte la gestion de l'ensemble du site dans la durée avec les **contraintes réglementaires**. La **fin** de cette concertation devrait avoir lieu au cours du 2^{ème} semestre 2019.



Figure 41 : déroulement de la réunion



Figure 42 : visite avec le groupe de chaque ouvrage
- repère de niveau d'eau du moulin de Rancogne

III.2.5 Suivi de la Tardoire en canoë

Une **visite annuelle** de l'ensemble de la Tardoire est faite **en canoë** pour **définir les zones de travaux** (entretien, jussie...).



Figure 43 : difficulté de navigation due au manque d'eau

Le suivi doit être réalisé au **minimum par 2 personnes** pour des questions de **sécurité** et de **logistique**. Cette année, le manque d'eau a **rendu encore plus difficile** cette descente.



Figure 44 : jussie poussant dans les enrochements

III.2.6 Travaux sur le canal d'olera

De nombreux canaux ont été réalisés dans les années 1950 pour pouvoir maintenir de l'eau jusqu'à la Rochefoucauld. Le syndicat s'est engagé au minimum à un entretien de ces canaux.

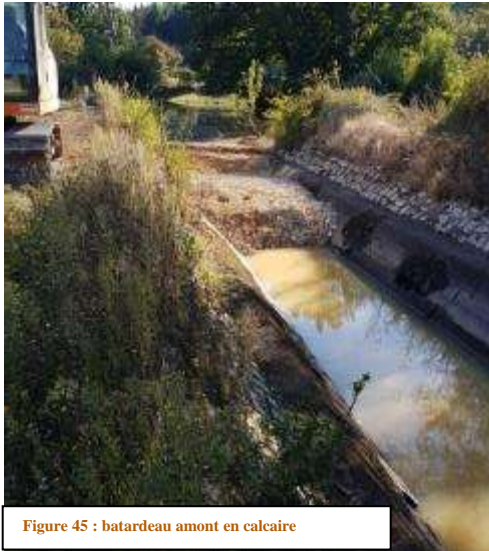


Figure 45 : batardeau amont en calcaire

Ainsi, le canal d'Oléra situé juste en amont de la Rochefoucauld avait des trous importants dans les murs qui constituent le canal.

Il a donc effectué des travaux de rebouchage sur cet ouvrage avec la mise en assec du canal. Ces travaux ont été suivis majoritairement par le technicien de rivière.



Figure 46 : batardeau aval en calcaire

III.2.7 Aides aux autres structures

Les techniciens de rivière sont sollicités par des structures associatives ou d'autres collectivités pour les aider sur des projets en lien avec les cours d'eau.

III.2.7.1 Association de canoë

Une visite en canoë est organisée annuellement entre le syndicat et les 2 associations de canoë sur le tronçon allant de la base de canoë du Chambon à la basse ville sur Montbron.

Cette visite, qui a eu lieu le lundi 23 avril 2018, a permis de faire le point sur l'année passée et surtout de définir les travaux qui vont être réalisés par le syndicat et ceux par les associations.

III.2.7.2 Agence départementale de l'aménagement (ADA)

Dans le cadre de ces missions, l'ADA restaure des ponts et en particulier les assises qui s'érodent.



Figure 47 : injection de ciment

technique sur la réalisation du chantier
(manœuvre des vannes, aménagement amont...)

En 2018, ils ont entretenu le pont de la Rochefoucauld au niveau des maçonneries en rive gauche. Ainsi, nous avons aidé



Figure 48 : consolidation du mur



III.3 Le Bandiat

III.3.1 La régie

Les techniciens ont suivi l'ensemble des travaux réalisés par la régie pour pouvoir ainsi apporter une aide technique sur certaines actions.

III.3.2 Suivi et intervention sur l'amont du Bandiat

Un suivi partiel amont a été réalisé sur la jussie qui fut localisée au niveau de l'étang de St Estèphe dans le département de la Dordogne.

Dans ce secteur, nous aidé à la réalisation d'un chantier de restauration sur la ripisylve où se situent des moules perlières.



Figure 51 : jussie à la sortie de l'étang de st esphe (24)



Figure 49 : Localisation des moules perlières



Figure 50 : Moule perlière



Figure 53 : Article de journal



Figure 52 : équipe de la régie

Cette intervention a permis de sensibiliser le personnel et les élus sur la bonne qualité du Bandiat amont.

III.4 La régie



Figure 54 : Équipe du Cidil et du syndicat Bandiat-Tardoire

Les techniciens ont suivi l'ensemble des travaux réalisés par la régie pour pouvoir ainsi apporter une aide technique sur certaines actions. (cf. dossier de solde).

Il est à noter que les travaux en rivières sont un secteur très bénéfique pour les agents en insertion. En effet, l'ensemble du personnel sont ponctuel et nous avons un nombre important de retour positif. Aussi en relation avec élus et riverains que sur des retours à l'activité professionnelle.

III.5 Communications

III.5.1 Au niveau national

Le technicien de rivière a été sollicité pour réactualiser la **fiche pour le recueil d'expériences sur l'hydromorphologie de l'Onema** (fiche REX).

III.5.2 Au niveau local

Le syndicat est maintenant **bien identifié** auprès des riverains et usagers : la preuve en est de nombreux appels téléphoniques auprès du technicien Rivière pour des demandes de renseignements, de visites de terrain pour constater un désordre ou des interventions. Beaucoup d'échanges ont lieu aussi lors de prospections pour des projets ou des suivis de travaux.

Ce temps, part non négligeable du temps de travail du technicien rivière, est nécessaire non seulement pour le bon déroulement des prestations futures, mais aussi pour faire de la sensibilisation à la préservation du milieu et aux nouvelles façons de « **gérer une rivière** », **moins interventionniste**.

Des contacts permanents et des rencontres sont également entretenus avec les différents **partenaires techniques et financiers qui peuvent déboucher sur des interventions**.

III.5.2.1 Panneau information



Figure 55 : panneau d'information

Des **panneaux d'informations** ont été installés sur les **sites les plus fréquentés** et où le syndicat a réalisé des **aménagement**s. L'ensemble des panneaux a été réalisé par l'apprentie, posé par la régie et reste sur les sites depuis plusieurs années.

III.5.2.1 Animation des scolaires

La **fédération de la pêche de la Charente** a organisé une **visite de scolaire** sur l'**ancien remous de l'ouvrage de Lavaud**. Cela a permis de **sensibiliser les enfants** sur cette nouvelle gestion que le syndicat réalise sur les ouvrages.



Figure 56 : scolaire en pêche en amont du seuil de Lavaud



Figure 57 : animation en salle



Figure S8 : courrier de demande d'intervention à Confolens



Le syndicat a participé à **une journée avec des collégiens sur un projet lié à l'environnement à Confolens**. Le syndicat fut remercié pour la présentation réalisée et les **retours positifs des adolescents**. Une **randonnée nature** a aussi été organisée par le chargé Natura 2000 pour lequel le syndicat **participe en tant qu'intervenant**.

Figure S9 : affiche pour la randonnée nature



III.5.2.2 Formation sur la mise en place d'une gestion différenciée sur la Réserve naturelle régionale de la Vallée de la Renaudie

Le **conservatoire naturel de la Charente** a organisé au sein de la **réserve de la Renaudie**, une journée pour former les agents des collectivités gestionnaires sur le territoire de la réserve sur la **gestion différenciée**. Le syndicat ayant la compétence nouvellement sur ce territoire participait à cette formation qui a eu lieu le 28 mars 2018. Cela a permis de **sensibiliser les agents** et de **pouvoir faire le parallèle avec les travaux sur la rivière**.

III.5.2.3 Intervenant

Figure 60 : extrait de l'intervention



Le syndicat a participé à un atelier de praticiens-chercheurs sur les projets, sources de conflits sur les territoires. Lors de cet atelier réalisé par l'Ifrée, il a été demandé de témoigner sur la gestion du conflit sur le seuil de Lavaud.

Figure 61 : affiche pour l'atelier participatif



Cet échange a permis de définir les **points forts et faibles de la démarche**. Il en ressortit que le **syndicat ne doit pas endosser l'ensemble des rôles sur la gestion des ouvrages**.

Figure 62 : extrait du journal d'Agris



Le syndicat a aussi aidé à **préparer le bulletin municipal de la commune d'Agris** sur laquelle des interventions sur les gouffres sont eu lieu en 2017.

III.5.3 Au niveau du bassin versant de la Charente

Les techniciens Rivière de Charente sont **organisés en réseau** avec de la CATER Charente.

Celle-ci **organise trois à quatre réunions par an** pour travailler sur des thèmes précis : gestion des ouvrages hydrauliques, plaquettes informatives... avec la participation du technicien de rivière du SIAH de la Bonnieure.

Par ailleurs, le technicien Rivière participe à de nombreuses **réunions et consultations** :

Étude des PLUI, Étude sur la migration piscicole, Plan de Gestion de l'Étiage (Institution du fleuve Charente), Observatoire des plantes envahissantes (Département de la Charente), assemblée générale des Aappmas du secteur...

III.6 Autres

III.6.1 Intervention de la gendarmerie

Le syndicat a mis en place un **système d'alarme** au niveau du bâtiment qu'il loue à la CDC RPP. Cette alarme a été mise en place et **activée la semaine 47** (du 19 au 23 novembre 2018). Le matin du **jeudi 29 novembre 2018**, la zone artisanale a **subi des vols** dans 3 bâtiments. Le bâtiment où siège le syndicat a eu légèrement la porte forcée ainsi, **l'alarme a dû jouer un rôle dissuasif**, car le bâtiment voisin qui avait une alarme n'a pas été



cambriolé.

III.6.2 Orage de grêle

Le **jeudi 5 juillet 2018**, des **orages ont fait de gros dégâts en Charente** : 800 habitations ont été dévastées par le vent et la grêle représentant 2 000 à 3 000 personnes sinistrées. **L'épicentre** de ce phénomène a été le village de **Saint-Sornin**. La grêle a **transpercé le toit des maisons** et donc certaines ont été en partie détruites (effondrement des plafonds). Il a fallu réparer au plus vite (installer des bâches de plastique pour remplacer une toiture qui n'existe plus...). **Le président et le directeur ont été directement touchés par cet évènement.**



Figure 66 : taille des grêlons

Figure 65 : dégâts dans les habitations

III.7 Formation

III.7.1 Stagiaire au SyBTB

Le syndicat en plus de l'apprentie a accueilli **2 stagiaires** de la MFR de Chevenceaux. Ces stagiaires ont réalisé leur stage au sein de la régie.

Ces stages leur ont permis de découvrir les activités de la régie (restauration de la ripisylve, gestion des embâcles....)

III.7.2 Formation

III.7.2.1 la haie et le bocage

Le directeur a suivi un **atelier technique sur formation à la prise en main des supports pédagogiques sur la haie et le bocage.**



Figure 67 : support sur la mise en place de haie

Cette formation a eu lieu le **28 septembre 2018** sur le site de la RNR des Basses Brosses Chevalleries à **Bouchemaine (49)** par la Fédération Régionale des Chasseurs et ses partenaires bocagers.

Les objectifs ont été de découvrir les **supports de sensibilisation à la haie et au bocage** mis à disposition par le pôle bocage de l'ONCFS, de découvrir leur **utilisation possible avec différents publics**, dans différents contextes et de se familiariser avec leur animation

III.7.2.2 Gestion des ouvrages : mise en place d'un batardeau sur ouvrage

L'association **les moulins de Charente** regroupe des amis des moulins soucieux de préserver ces lieux d'histoire. Il travaille sur les problèmes d'hydraulique, d'histoire, de technique et de législation.



Figure 70 : Mise en place d'un batardeau sur la Tardoire

L'association des moulins de Charente s'est **dotée d'un batardeau amovible**. Cet outil devrait permettre de travailler sur les cours d'eau sans les abîmer. **Le syndicat a été invité pour voir la**

démonstration de la mise en place sur le moulin de la Forge à Rancogne. Cela a permis de rappeler à l'ensemble des personnes présente le fonctionnement d'une rivière et le principe d'une gestion des moulins. Nous avons pu remarquer que **malgré la publicité** faite par l'association, il n'y avait **qu'un propriétaire d'un moulin sur la Tardoire**. Cela montre toute la **difficulté de regrouper l'ensemble des personnes pour définir des projets en commun.**



Figure 69 : batardeau mis en place d'un sur la Tardoire

III.7.2.3 Concertation

Le directeur a suivi une formation sur la mise en place d'une procédure de concertation.



La **concertation** est l'action, pour plusieurs personnes, de s'accorder en vue d'un projet commun.

La concertation se distingue de la **négociation** en ce qu'elle n'aboutit pas nécessairement à une décision, mais qu'elle vise à la préparer.

C'est le cas par exemple lorsqu'une collectivité territoriale engage un processus de concertation avec la population locale dans la perspective d'un aménagement : la décision finale appartient aux élus qui seuls en détiennent formellement le pouvoir, mais qui devront intégrer les résultats de la concertation.

La concertation se distingue de la **consultation** en ce qu'elle ne se résume pas à une demande d'avis. La concertation suppose la confrontation entre les parties, l'échange d'arguments, l'explicitation des points de vue de chacun.

La concertation se distingue de la **médiation** en ce qu'elle ne fait pas intervenir un tiers pour faciliter la recherche d'un accord entre les parties. Les échanges sont animés par l'une des **parties prenantes** ou, dans certains cas, par un facilitateur lié à l'une d'entre elles.

Figure 71 : Attestation de formation Ifrée

III.7.2.4 Formation administrative

Formation à distance

Le directeur a suivi **des formations à distance de façon volontaire** pour pouvoir essayer de maîtriser les fondamentaux de la fonction publique territoriale. Ainsi **un site, reconnu par le CNFPT**, qui est Groupement d'Intérêt Public (GIP) FUN-MOOC est l'opérateur de la plateforme FUN.

Figure 72 : Attestation de formation FunMook



Ses missions sont les suivantes :

- **Accompagner le développement des formations** tirant pleinement profit du levier numérique et accessible au plus grand nombre
- **Inciter à placer le numérique au cœur du parcours** étudiant et des métiers de l'enseignement supérieur et de la recherche
- Offrir des **moyens et services mutualisés** en soutien aux initiatives numériques des établissements
- **Promouvoir la visibilité de l'offre française de formations** et ressources numériques

FUN, la plateforme **propose un vaste catalogue** de cours qui s'enrichit de jour en jour avec des thématiques variées et d'actualité.

Notre catalogue est composé de cours conçus par des professeurs d'universités et d'écoles françaises et par leurs partenaires académiques internationaux. Les étudiants et internautes peuvent les suivre de manière interactive et collaborative et à leur rythme.

Ainsi, le directeur a **suivi et validé** une formation sur les **fondamentaux des marchés publics**.

Évolution de carrière

Le directeur a suivi la **formation pour la préparation au concours de technicien principal** de 2^{ème} classe à Poitiers. Par la suite, il a passé le **concours qu'il a réussi**.

L'ensemble de ces démarches a **pris un temps important** aussi bien personnel que sur le temps de travail pour permettre d'être en **accord entre le poste occupé et le grade**.

IV. Synthèse sur l'état des cours d'eau suivis

IV.1 Surveillance du réseau hydraulique

IV.1.1 Suivis des débits de la Bonnieure, Tardoire et Bandiat

Le technicien Rivière a dans ses missions celle de la **surveillance du réseau hydraulique**. Concrètement, elle s'effectue lors de repérage de terrain pour la préparation et le suivi d'opérations, mais aussi lors d'événements exceptionnels : crue, étiage, visites occasionnelles pour s'assurer du bon fonctionnement de points dits sensibles : ponts, ponts évacuateurs de crues, ouvrages, aménagements, sites sujets à atterrissements et embâcles...

Dans ce cadre, il collecte **par voie informatique les débits journaliers** des stations de Villebette (Bonnieure), de Feuillade (Bandiat), du Moulin de Lavaud et du pont de Coulgens (Tardoire), en fait une **synthèse annuelle et fait part d'anomalies au service de la DDTM** lors d'apparentes différences avec le milieu.

Tableau 3 : Débit moyen par mois de la Bonnieure, de la Tardoire et du Bandiat

debit moy en m3/s/mois pour 2018					
	Bonnieure	Bandiat	Tardoire maisonais	Tardoire Lavaud	Tardoire coulgens
décembre	1,35	5,06	2,19	6,22	6,66
janvier	7,54	14,47	7,45	17,36	23,35
février	4,36	9,46	4,02	9,09	13,22
mars	3,44	7,85	4,19	9,09	13,22
avril	2,13	6,36	3,26	7,65	9,60
mai	0,82	3,11	2,05	4,22	2,15
juin	0,95	3,65	1,87	5,11	3,69
juillet	0,34	1,11	0,82	1,62	0,00
août	0,12	0,35	0,37	0,58	0,00
septembre	0,07	0,28	0,25	0,42	0,00
octobre	0,13	0,36	0,25	0,46	0,64
novembre	0,19	0,89	1,30	1,04	0,97
moyenne annuelle	1,79	4,41	2,33	5,24	6,13

Nous pouvons remarquer que la moyenne du débit de l'année 2018 est plutôt bonne et a été importante dans les 6 premiers mois de l'année avec un manque d'eau le reste de l'année.

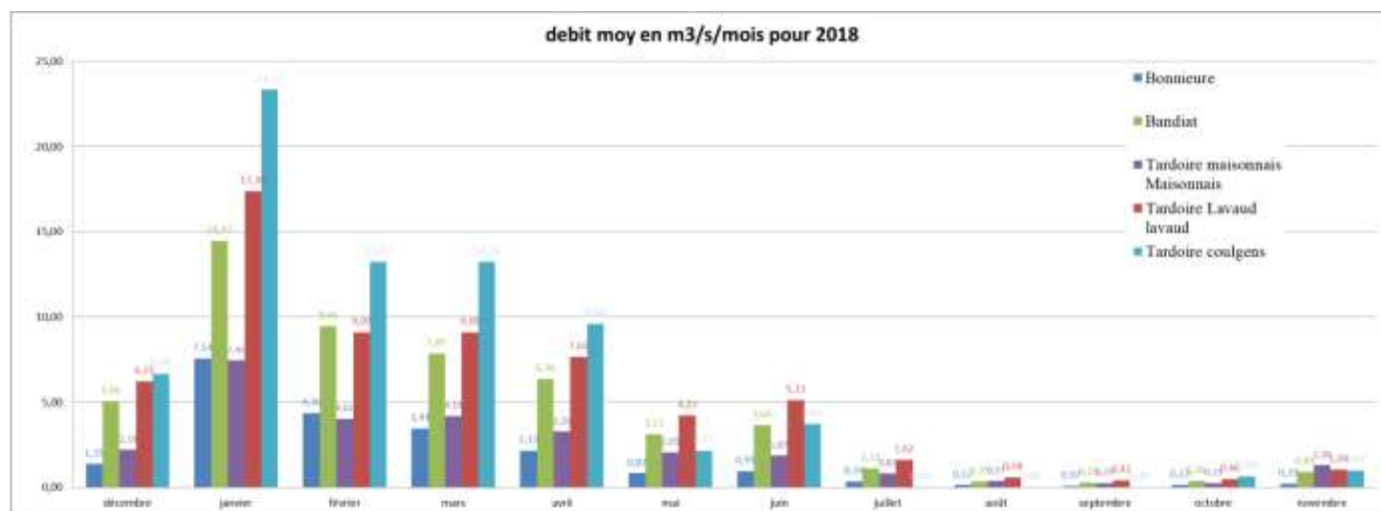


Mini / max, 2018								
	Bonnieure	jour	Tardoire Maisonais	jour	Tardoire lavaud	jour	Bandiat	jour
Max,	13,45	22/01/2018	16,30	21/01/2018	49,76	21/01/2018	31,59	21/01/2018
Mini,	0,05	17/09/2018	0,18	03/10/2018	0,28	28/10/2018	0,24	01/10/2018
Mini,-5j	0,06	12/09/2018	0,19	29/09/2018	0,35	17/09/2018	0,25	30/09/2018

Les **débits minimums** ont été obtenus au **mois de septembre pour la Bonnieure et octobre pour la Tardoire et le Bandiat.**

Les **débits maximum** ont été obtenus au **mois de janvier pour la Bonnieure, la Tardoire et le Bandiat.**

Graphique 1 : Débit moyen mensuel des 3 rivières



Nous pouvons noter que même avec un débit important au printemps cela ne suffit pas à un maintenir un débit suffisant pour la période estivale (même remarque que l'année 2017).

IV.1.2 Suivis des stations du réseau complémentaires (RCO)

Le service technique a participé aux prélèvements pour le **Réseau de Contrôle Opérationnel sur la Bonnieure, la Tardoire, le Bandiat, la Touvre et la Boème.**



Figure 73 : Prélèvement par le technicien et l'apprentie

Le technicien a suivi la réalisation des IBGN sur les stations RCO.

À savoir qu'Emmanuel ROJO-DIAZ, le **directeur à l'accréditation** de l'OIEau au vu des prélèvements à réaliser par les syndicats.

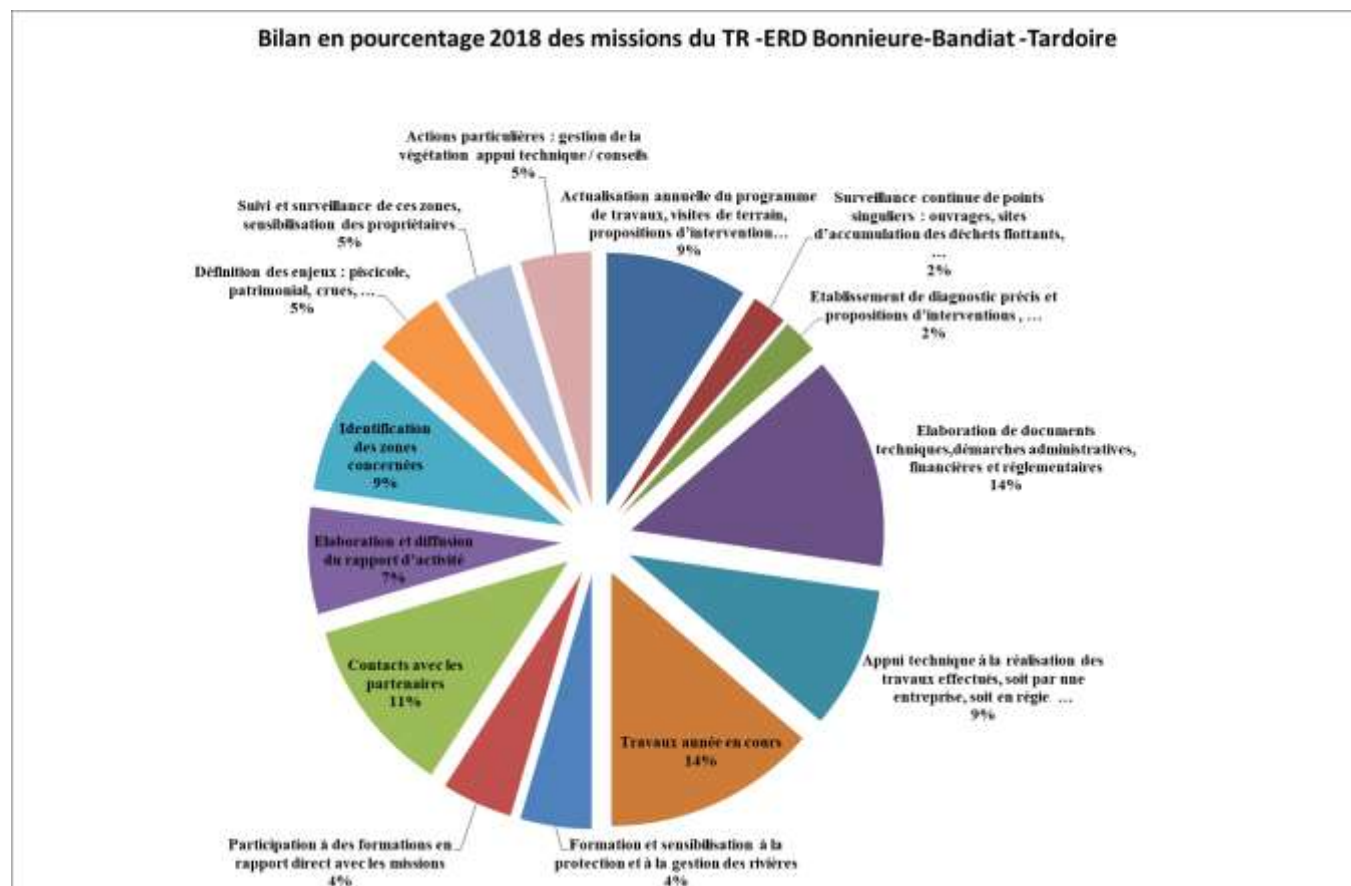
V. Bilan temporel et financier de ces missions

V.1 Synthèse du temps consacrée à chaque mission

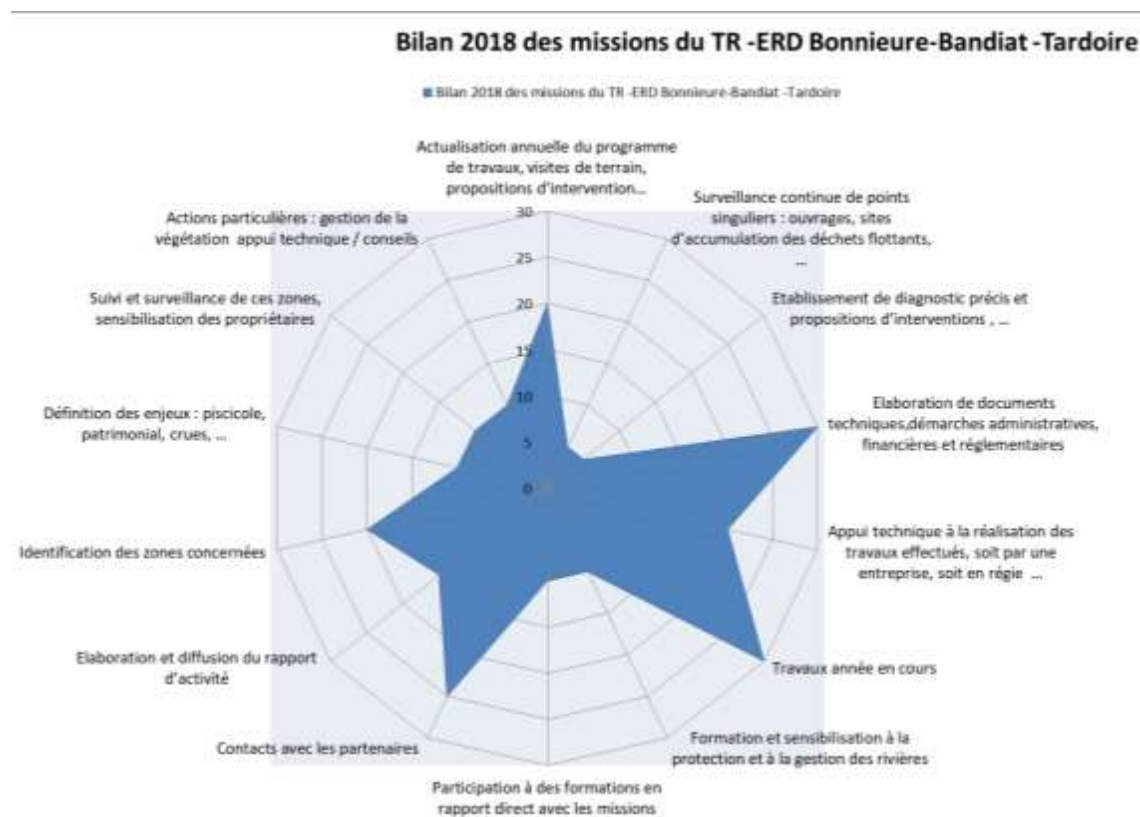
Tableau 5 : Bilan temporel des missions du TR pour 2018

<i>Bilan 2018 des missions du TR -ERD Bonnieure-Bandiat -Tardoire</i>			
Missions		Nombres de jours	Temps en %
Le suivi de l'état des cours d'eau du syndicat	Actualisation annuelle du programme de travaux, visites de terrain, propositions d'intervention...	20	9%
	Surveillance continue de points singuliers : ouvrages, sites d'accumulation des déchets flottants, ...	5	2%
	Etablissement de diagnostic précis et propositions d'interventions , ...	5	2%
L'accompagnement des travaux annuels	Elaboration de documents techniques,démarches administratives, financières et réglementaires	30	14%
	Appui technique à la réalisation des travaux effectués, soit par une entreprise, soit en régie ...	20	9%
	Travaux année en cours	30	14%
Les contacts avec les partenaires, la sensibilisation et l'information	Formation et sensibilisation à la protection et à la gestion des rivières	10	5%
	Participation à des formations en rapport direct avec les missions	10	5%
	Contacts avec les partenaires	25	11%
	Elaboration et diffusion du rapport d'activité	15	7%
La gestion des zones humides	Identification des zones concernées	20	9%
	Définition des enjeux : piscicole, patrimonial, crues, ...	10	5%
	Suivi et surveillance de ces zones, sensibilisation des propriétaires	10	5%
	Actions particulières : gestion de la végétation appui technique / conseils	10	5%
TOTAL		220	100%





Graphique 3 : Diagramme de Kiviat des missions du TR 2018



Il a noté que **4 missions sont prépondérantes** par rapport aux autres missions. Deux sont des activités liées aux **démarches administratives** (changement de statut, suivi administratif) et les deux autres sont liées **aux activités de terrain** (travaux hydromorphologiques sur la Bonnieure et aménagements du seuil la Chaise sur la Tardoire).

VI. Orientation pour l'exercice 2019

VI.1 Sensibilisation des nouveaux membres

Avant 2018, l'échelle de travail des syndicats était les communes qui ont été sensibilisées et connaissaient le fonctionnement des syndicats.

Les problèmes de trésorerie du syndicat ont montré que les EPCI, via les délégués communautaires, connaissaient très peu le fonctionnement du syndicat.

Ainsi, il sera nécessaire de faire des journées de sensibilisation, réunion...avec les élus communautaires et délégués des syndicats pour expliquer le rôle et l'intérêt du SyBTB sur le territoire.

VI.2 Programme de travaux entreprises

Les techniciens rivière suivront l'équipe d'insertion et ils veilleront au bon déroulement des deux Programmes Pluriannuels de Gestion validés par l'ensemble des acteurs associés (financeurs, associations, élus...) sur la Bonnieure, le Bandiat et la Tardoire avec en plus les missions habituelles de surveillance du réseau et d'information des riverains et usagers.

Toutefois, le manque de trésorerie, suite à la baisse des subventions de la part de l'agence de l'eau Adour-Garonne, de la région Nouvelle Aquitaine et du département de la Charente va obliger le syndicat à diminuer la voilure sur les travaux entreprises.

En effet, les EPCI membres du SyBTB ne veulent pas augmenter de façon importante la participation pour combler la baisse des subventions (2020 est une année électorale).

VI.3 Autres interventions

Un soutien technique sera réalisé pour les Aappmas de la Bonnieure et la Tardoire pour la réalisation des travaux de recharge du lit de la rivière.

Le syndicat poursuivra ses actions dans les différents domaines que sont : la surveillance de la rivière, le suivi de l'étiage, la lutte contre les espèces invasives, la médiation et la communication...

VI.4 Détail prévisionnel des lignes budgétaires 2019

Le tableau ci-dessous présente les dépenses liées aux postes des TR pour l'année 2019.



Nom du bénéficiaire		SyBTB		en grisé		champ obligatoire à saisir à l'instruction		
Intitulé de l'opération		Frais mission poste technique		en bleu		champ obligatoire à saisir au solde		
Année		2019						
Tableau 1 : Dépenses ponctuelles qui font l'objet d'une facturation hors déplacements liés à la mission (prestation de service, matériel intégralement dédiés à la mission de l'année considérée)								
Type de dépense	Montant prévisionnel (euros)	Commentaires	Montant réel au solde (euros)	Commentaires				
Equipements spécifiques								
Location de salle								
Frais d'étude ou d'analyse								
Dépenses de communication facturées au demandeur	2 400,00 €	editorial du SyBTB						
Total 1	2 400,00 €		0					
Tableau 2 : Autres dépenses supportées par le demandeur directement liées à la mission (essentiellement déplacements des salariés)								
Nature de la dépense supportée	Montant prévisionnel (euros)	Commentaires	Montant définitif au solde (euros)	Commentaires				
Frais de déplacement versés aux agents (repas ,frais kilométriques...)	4 000,00 €							
Frais de véhicule = amortissement de l'achat selon les règles comptables de la structure								
Assurance	4 000,00 €							
Carburant	5 500,00 €							
Embarcation (= amortissement de l'achat selon les règles comptables de la structure)	1500,00 €							
Total 2	15 000,00 €		0					
Tableau 3 : Frais salariaux directs supportés par le demandeur (salaires et charges)								
Nom de l'agent dédié à la mission (et fonction)	Coût salarial total annuel (euros)	Nombre de jours travaillés dans l'année par agent (j)	Coût salarial journalier (euros/j)	Temps prévisionnel dédié à la mission (j)	Frais salariaux provisionnels liés à la mission (euros)	Temps réel dédié à la mission (j)	Frais salariaux directs définitifs liés à la mission (euros)	Commentaires
	(a)	(b)	(a)/(b)	(c)	(d)=(c) x (a)/(b)	(e réel) / (b réel)	(d réel) = (c réel) x (a réel)/(b réel)	
Technicien VIAL Quentin	40 000,00 €	220	181,82 €	220	40 000,00 €		0	
Directeur/ technicien de rivière ROJO-DIAZ Emmanuel	45 000,00 €	220	204,55 €	220	45 000,00 €		0	
Secrétaire DROIT Emilie	21 000,00 €	220	95,45 €	220	21 000,00 €		0	
Apprenti GOYER Typhaine	8 200,00 €	101	81,19 €	101	8 200,00 €		0	
Total 3	114 200,00 €	761	150,07 €	761	114 200,00 €	0	0	

Tableau 4 : Frais indirects (prévisionnels)		
	Montant prévisionnel des frais indirects	Montant définitif des frais indirects au solde
	(g)	(g réel)
Médecine du travail	200,00 €	
Fourniture (Consommables, petits matériels, vêtements,...)	2 100,00 €	
Communication (téléphone, formation,...)	2 600,00 €	
Reprographie (frais d'affranchissement, documentation,...)	450,00 €	
Entretien et réparations du matériel (photocopieuses, ordinateurs, outillages, véhicules)	1 400,00 €	
Loyer, charges, assurances	1 250,00 €	
Total4	8 000,00 €	

Récapitulatif			
	Prévisionnel (à l'instruction)		Définitif (au solde)
Total 1 : dépenses ponctuelles sur factures	2 400,00 €		0
Total 2 : dépenses liées aux déplacements	15 000,00 €		0
Total 3 : salaires et charges du personnel dédié à la mission	114 200,00 €		0
Total 4 : frais indirects	8 000,00 €		0
Total général	139 600,00 €		0
Coût journalier = Total général / (c)	183		0

VI.5 Prévision temporelle pour 2019

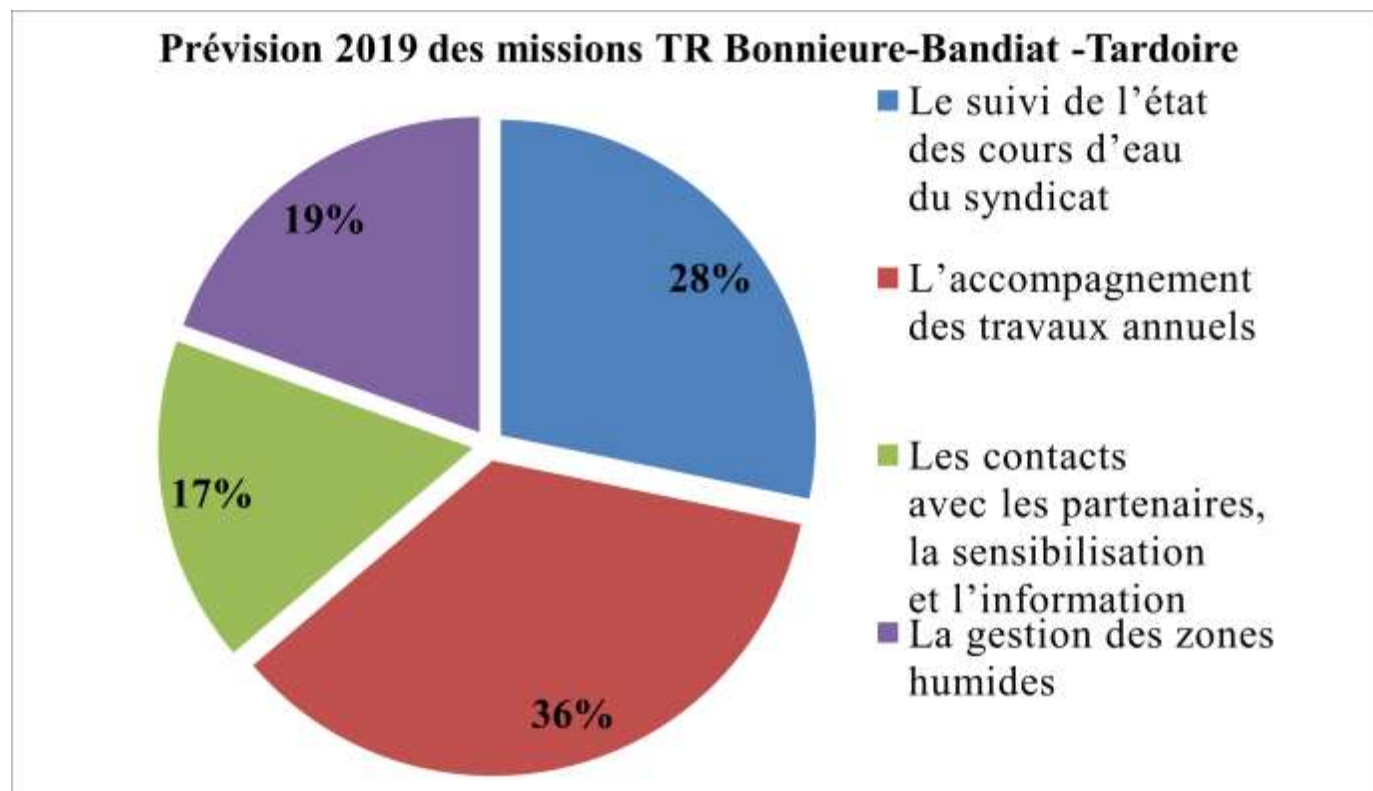
Les données ci-dessous présentent le temps prévisionnel que vont passer les techniciens de rivières pour l'année 2019.

Tableau 7 : Prévision temporelle des missions du TR pour 2019

Prévision 2019 des missions du TR -ERD BTB					Prévision 2019 des missions du TR -QV BTB				
Missions		Nombres de jours	Temps en %	Montant T.T.C de la dépense	Missions		Nombres de jours	Temps en %	Montant T.T.C de la dépense
Le suivi de l'état des cours d'eau du syndicat	Actualisation annuelle du programme de travaux, visites de terrain, propositions d'intervention...	20	9%	4 877,27 €	Le suivi de l'état des cours d'eau du syndicat	Actualisation annuelle du programme de travaux, visites de terrain, propositions d'intervention...	15	7%	3 405,68 €
	Surveillance continue de points singuliers : ouvrages, sites d'accumulation des déchets flottants, berges instables, plantations récentes, ...	5	2%	1 219,32 €		Surveillance continue de points singuliers : ouvrages, sites d'accumulation des déchets flottants, berges instables, plantations récentes, ...	20	9%	4 540,91 €
	Etablissement de diagnostic précis et propositions d'interventions urgentes suite à un événement particulier : crue, destruction d'ouvrages, ...	15	7%	3 657,95 €		Etablissement de diagnostic précis et propositions d'interventions urgentes suite à un événement particulier : crue, destruction d'ouvrages, ...	20	9%	4 540,91 €
L'accompagnement des travaux annuels	Elaboration de documents techniques nécessaires, démarches administratives, financières et réglementaires	30	14%	7 315,91 €	L'accompagnement des travaux annuels	Elaboration de documents techniques nécessaires, démarches administratives, financières et réglementaires	50	23%	11 352,27 €
	Appui technique à la réalisation des travaux effectués, soit par une entreprise, soit en régie : suivi régulier du chantier, relation avec l'entreprise, encadrement et réception des travaux, ...	10	5%	2 438,64 €		Appui technique à la réalisation des travaux effectués, soit par une entreprise, soit en régie : suivi régulier du chantier, relation avec l'entreprise, encadrement et réception des travaux, ...	40	18%	9 081,82 €
	Travaux année en cours	25	11%	6 096,59 €		Travaux année en cours	20	9%	4 540,91 €
Les contacts avec les partenaires, la sensibilisation et l'information	Formation et sensibilisation à la protection et à la gestion des rivières	20	9%	4 877,27 €	Les contacts avec les partenaires, la sensibilisation et l'information	Formation et sensibilisation à la protection et à la gestion des rivières	5	2%	1 135,23 €
	Participation à des formations en rapport direct avec les missions prises en compte par l'Agence	6	3%	1 463,18 €		Participation à des formations en rapport direct avec les missions prises en compte par l'Agence	5	2%	1 135,23 €
	Contacts avec les partenaires (élus du syndicat, propriétaires riverains, administrations, usagers, personnels de l'Agence, ...)	25	11%	6 096,59 €		Contacts avec les partenaires (élus du syndicat, propriétaires riverains, administrations, usagers, personnels de l'Agence, ...)	5	2%	1 135,23 €
	Elaboration et diffusion du rapport d'activité	7	3%	1 707,05 €		Elaboration et diffusion du rapport d'activité	10	5%	2 270,45 €
La gestion des zones humides	Identification des zones concernées : localisation cartographique, délimitation, parcelles concernées, propriétaires/locataires concernés	12	5%	2 926,36 €	La gestion des zones humides	Identification des zones concernées : localisation cartographique, délimitation, parcelles concernées, propriétaires/locataires concernés	10	5%	2 270,45 €
	Définition des enjeux : piscicole, patrimonial, crues, ...	15	7%	3 657,95 €		Définition des enjeux : piscicole, patrimonial, crues, ...	10	5%	2 270,45 €
	Suivi et surveillance de ces zones, sensibilisation des propriétaires	10	5%	2 438,64 €		Suivi et surveillance de ces zones, sensibilisation des propriétaires	5	2%	1 135,23 €
	Actions particulières : gestion de la végétation appui technique / conseils pour la mise en place de haies, mesures agro-environnementales	20	9%	4 877,27 €		Actions particulières : gestion de la végétation appui technique / conseils pour la mise en place de haies, mesures agro-environnementales	5	2%	1 135,23 €
TOTAL		220	100%	53 650,00 €	TOTAL		220	100%	49 950,00 €

Prévision 2019 des missions du apprentie -GT BTB					Prévision 2019 des missions du TR Bonneure-Bandiat-Tardoiré				
Missions		Nombres de jours	Temps en %	Montant T.T.C de la dépense	Missions		Nombres de jours	Temps en %	Montant T.T.C de la dépense
Le suivi de l'état des cours d'eau du syndicat	Actualisation annuelle du programme de travaux, visites de terrain, propositions d'intervention...	40	18%	9 081,82 €	Le suivi de l'état des cours d'eau du syndicat	Actualisation annuelle du programme de travaux, visites de terrain, propositions d'intervention...	75	14%	14 153,01 €
	Surveillance continue de points singuliers : ouvrages, sites d'accumulation des déchets flottants, berges instables, plantations récentes, ...	20	9%	4 540,91 €		Surveillance continue de points singuliers : ouvrages, sites d'accumulation des déchets flottants, berges instables, plantations récentes, ...	45	8%	8 491,80 €
	Etablissement de diagnostic précis et propositions d'interventions urgentes suite à un événement particulier : crue, destruction d'ouvrages, ...	0	0%	- €		Etablissement de diagnostic précis et propositions d'interventions urgentes suite à un événement particulier : crue, destruction d'ouvrages, ...	35	6%	6 604,74 €
L'accompagnement des travaux annuels	Elaboration de documents techniques nécessaires, démarches administratives, financières et réglementaires	5	2%	1 135,23 €	L'accompagnement des travaux annuels	Elaboration de documents techniques nécessaires, démarches administratives, financières et réglementaires	85	15%	16 040,07 €
	Appui technique à la réalisation des travaux effectués, soit par une entreprise, soit en régie : suivi régulier du chantier, relation avec l'entreprise, encadrement et réception des travaux, ...	10	5%	2 270,45 €		Appui technique à la réalisation des travaux effectués, soit par une entreprise, soit en régie : suivi régulier du chantier, relation avec l'entreprise, encadrement et réception des travaux, ...	60	11%	11 322,40 €
	Travaux année en cours	5	2%	1 135,23 €		Travaux année en cours	50	9%	9 435,34 €
Les contacts avec les partenaires, la sensibilisation et l'information	Formation et sensibilisation à la protection et à la gestion des rivières	0	0%	- €	Les contacts avec les partenaires, la sensibilisation et l'information	Formation et sensibilisation à la protection et à la gestion des rivières	25	5%	4 717,67 €
	Participation à des formations en rapport direct avec les missions prises en compte par l'Agence	4	2%	908,18 €		Participation à des formations en rapport direct avec les missions prises en compte par l'Agence	15	3%	2 830,60 €
	Contacts avec les partenaires (élus du syndicat, propriétaires riverains, administrations, usagers, personnels de l'Agence, ...)	0	0%	- €		Contacts avec les partenaires (élus du syndicat, propriétaires riverains, administrations, usagers, personnels de l'Agence, ...)	30	5%	5 661,20 €
	Elaboration et diffusion du rapport d'activité	5	2%	1 135,23 €		Elaboration et diffusion du rapport d'activité	22	4%	4 151,55 €
La gestion des zones humides	Identification des zones concernées : localisation cartographique, délimitation, parcelles concernées, propriétaires/locataires concernés	10	5%	2 270,45 €	La gestion des zones humides	Identification des zones concernées : localisation cartographique, délimitation, parcelles concernées, propriétaires/locataires concernés	32	6%	6 038,62 €
	Définition des enjeux : piscicole, patrimonial, crues, ...	10	5%	2 270,45 €		Définition des enjeux : piscicole, patrimonial, crues, ...	35	6%	6 604,74 €
	Suivi et surveillance de ces zones, sensibilisation des propriétaires	0	0%	- €		Suivi et surveillance de ces zones, sensibilisation des propriétaires	15	3%	2 830,60 €
	Actions particulières : gestion de la végétation appui technique / conseils pour la mise en place de haies, mesures agro-environnementales	0	0%	- €		Actions particulières : gestion de la végétation appui technique / conseils pour la mise en place de haies, mesures agro-environnementales	25	5%	4 717,67 €
TOTAL		109	100%	24 747,95 €	TOTAL		549	100%	103 600,00 €





La partie la plus importante du temps pour 2019 est surtout liée à la **gestion des 2 PPG** en cours et les **démarches administratives et de logistique** pour la **sensibilisation des nouveaux membres**.

VI.6 Recettes prévisionnelles pour 2019

Les postes concernant le service « Rivière » et les travaux régis / entreprises **peuvent être subventionnés par divers établissements publics** (Agence de l'Eau Adour-Garonne, Région Nouvelle Aquitaine, Département de la Charente,...).

VI.6.1 Actualité sur l'évolution des subventions

Pour l'Agence de l'eau Adour-Garonne :

En 2019, une **modification importante des aides** a eu lieu lors de la mise en place de leur 11^{ème} programme. En effet, il y a une **baisse du taux de 60 % à 40 %** avec une possibilité particulière de déclenchement d'un **taux bonifié à 50 %** dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage **unique à l'échelle du bassin versant ou à une échelle pertinente** dans le cadre des grands bassins versants. Il apparaît que les **réunions intersyndicales** que nous faisons **annuellement** avec l'ensemble des acteurs gestionnaires du bassin versant de la Tardoire (syndicat de la Tardoire, Parc Naturel Régional Périgord Limousin, Communauté de Communes du Périgord Nontronnais), nous permettraient le **déclenchement du taux bonifié**.

Les subventions seront calculées sur l'hT des montants des dépenses pour l'ensemble des demandes (poste de technicien, régie et travaux-entreprises) ce qui aura pour effet de diminuer les subventions.

Pour la région Nouvelle Aquitaine :

En 2019, une **modification importante des aides** a eu lieu suite à la fusion des régions. **La région ne va plus aider les postes de technicien** pour lequel nous avons une somme de 19 000€ pour les 2 postes. Pour ces raisons, la région va **diminuer progressivement ces aides** pour apporter en 2019, la somme de 9 500€ et **plus d'aide en 2020**.

Des subventions sont possibles sur des travaux entreprises que sur l'Axe 2 – Préserver et restaurer la fonctionnalité des écosystèmes aquatiques et des espèces associées (*préserver et restaurer la morphologie des cours d'eau*). Le taux d'aide maximum

- Taux maximum de la Région : 20%
- Taux d'aide publique maximum : 80%



- Le Département de la Charente n'aide plus sur la partie fonctionnement et nous n'avons actuellement aucune donnée sur les travaux entreprises

Le tableau suivant présente la synthèse des aides possibles pour les postes de technicien de rivière.

Tableau 8 : Prévion des subventions pour les postes de TR pour 2019

Plan de financement pour les 2 postes de Technicien de rivières et apprenti du SyBTB 2019		
		2019
Montant de la dépense subventionnable		103 600,00 €
	Taux	Total des aides par institutions
Aides du CRNP	9,2%	9 500,00 €
Aides AEAG	50%	51 800,00 €
Aides du dpt 16	0%	0,00 €
TOTAL des aides	59,2%	61 300,00 €
Restant à la charge de la collectivité	41%	42 300,00 €

VI.6.2 Perspectives de recette pour 2019

VI.6.2.1 Au niveau des institutions

En 2018, le SyBTB a demandé le solde pour l'année 2017 sur 3 dossiers, le vendredi 16 février 2018, qui sont :

- le dossier pour les postes de technicien de rivière pour un montant de subvention de 61 290€ reçu le 15 juin 2018. Cette subvention représente 55% de la dépense pour les postes de technicien,
- le dossier pour la régie du Bandiat pour une subvention prévisionnelle d'un montant de 22 958,54€ dont nous n'avons pas encore reçu le solde,
- Le dossier pour la régie de la Tardoire pour une subvention prévisionnelle d'un montant de 57 494,68€ dont nous n'avons pas encore reçu le solde.

Pour 2019, le SyBTB va demander le solde de 2018 pour 4 dossiers dès que le compte de gestion sera validé qui est :

1. Le dossier de subvention des postes de technicien de rivière qui doit faire référence au tableau ci-dessous :

Récapitulatif			
	Prévisionnel (à l'instruction)		Définitif (au solde)
Total 1 : dépenses ponctuelles sur factures	7 500,00 €		7 552,30 €
Total 2 : dépenses liées aux déplacements	13 000,00 €		7 949,57 €
Total 3 : salaires et charges du personnel dédié à la mission	124 000,00 €		122 727,78 €
Total 4 : frais indirects	24 800,00 €		24 545,56 €
Total général	169 300,00 €		162 775,21 €
Coût journalier = Total général / (c)	208		200

Tableau 9 : synthèse de la demande de subvention pour les postes de technicien 2018

Ainsi, le dossier sera étudié vraisemblablement sûr du HT et avec un taux de 50 %. Ce dossier devrait être subventionné à hauteur d'un montant de 65 110,08€.

2. Le dossier pour **les travaux en régie** comporte aussi le même tableau soit :

SyBTB-regie_2018 Compte de Résultats									
Frais travaux en régie		Prévisionnel			Réalisé			aides aux postes d'insertions_régie	
		Montant			Montant			2018	TTC
Personnel	Salaire + charges (1)	155 500,00 €			198 843,60 €			Etat : asp -aci	118 766,38 €
Fonctionnement	Frais de déplacement de l'équipe technique (repas, nuitées)	1 000,00 €		*	20%	569,82 €		Dpt 16	1 500,00 €
	Frais de véhicule							TOTAL	120 266,38 €
	· Assurance	1 700,00 €		*	20%	1 096,91 €			
	· Carburant	5 000,00 €		*	20%	4 349,07 €			
	Frais divers								
	· Fournitures administratives	1 100,00 €		*	20%	1 331,11 €			
	· Frais de télécommunication, d'affranchissement et de reprographie	1 500,00 €		*	20%	1 280,16 €			
	· Formation	3 000,00 €		*	20%	1 207,00 €			
	· Médecine du travail de l'équipe technique (visites médicales, vaccinations...)	1 000,00 €		*	20%	1 445,96 €			
	Frais petits équipements et réparations								
	· Fournitures (petit équipement, vêtement de travail)	4 000,00 €		*	20%	4 056,15 €			
	· Entretien et réparations du matériel (photocopieuses, ...)	3 200,00 €		*	20%	3 341,33 €			
	Frais de location bureaux et atelier								
	· Loyer	2 500,00 €		*	20%	1 925,00 €			
	· Charges	500,00 €		*	20%	507,24 €			
Investissement*	Encadrement CIDIL	14 800,00 €		*	20%	25 150,50 €			
	Sous-Total (2)	39 300,00 €				46 260,25 €			
	Véhicule	40 000,00 €		*	20%	21 083,33 €			
	Equipements lourds	1 500,00 €		*	20%	3 662,67 €			
	Matériel de bureau	- €			20%				
	Sous-Total HT (3)	41 500,00 €				24 746,00 €			
TOTAL (1+2+3)		236 300,00 €				269 849,85 €	Montant éligible		
TOTAL sans aide aux postes insertions						149 583,47 €	156 300,00 €		

Tableau 10 : synthèse de la demande de subvention pour la régie 2018

Ainsi, le dossier sera étudié vraisemblablement sûr du HT et avec un taux de 50 %. Ce dossier devrait être subventionné à hauteur d'un montant de 62 326,45€.

3. Le dossier de **travaux d'arasement sur le seuil de la chaise** dont les travaux sont subventionnés à hauteur de 100% (appel à projets 2017 de l'agence de l'eau Adour Garonne). Ce dossier sera soldé à hauteur d'un montant de 73 623,36€.

Ces 3 dossiers correspondent à des recettes de fonctionnement. À cela, il faut enlever 2 acomptes d'un montant de 28 134,00€ et de 30 474,00€.

Le montant total pour l'article 7478 correspond donc à 22 000+57 000 + 65 000 + 62 000 + 73 000 - 28 00€ - 31 000€= 220 000 €

4. Le dossier de **solde des travaux-entreprises** de 2018

Aide sur les travaux entreprises 2018	
Depense TTC	215 721,60 €
Depense HT	179 768,00 €
Subvention AEAG sur HT	103 020,00 €
Subvention CRNL sur HT	20 873,00 €
Subvention Dépt 16 sur HT	13 736,00 €
Totat des aides institution	137 629,00 €
Taux de subvention	77%
Restant à charge du SyBTB	78 092,60 €
FCTVA à 16,404%	35 386,97 €

Tableau 11 : synthèse de la demande de subvention pour les travaux_entreprise 2018

À savoir que pour **recevoir le FCTVA**, il n'est pas obligatoire que nous puissions le toucher. En effet, nous allons nous appuyer sur cet article qui est **extrait du guide de la TVA à l'usage des collectivités locales : Le fonds de compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée**

« Dérégations au **principe de propriété** - au titre des dépenses d'investissement exposées sur des biens dont ils n'ont pas la propriété, dès lors qu'elles **concernent des travaux** de lutte contre les avalanches, les glissements de terrain, **les inondations** et les incendies, des travaux de défense contre la mer ainsi que des travaux pour la prévention des incendies de forêt **présentant un caractère d'intérêt général** ou d'urgence. Ces travaux peuvent être effectués sur le domaine public de l'État, dans le cadre d'une convention, ou sur le domaine de personnes privées (compte 458 "Opérations d'investissement sous mandat" et 454 "Travaux effectués d'office pour le compte de tiers") »

Le SyBTB a dans ces compétences **la lutte contre les inondations et les travaux réalisés** font suite à **une DIG**. Ainsi, il sera **possible de toucher le FCTVA** sur cette opération en 2020.

Le montant total pour l'article 45825 correspond donc à 137 000€.

Le total des aides institutions pour 2019 devrait représenter un montant de 357 000 €.

VI.6.2.2 Au niveau des postes en insertions

VI.6.2.2.1 Convention pluriannuelle entre : La DIRRECT, le Conseil Départemental, Pôle Emploi et le syndicat

Elle couvre une **période de 3 ans**.

Elle est accompagnée d'une **annexe financière annuelle**.

Cette convention a pour but :

- De **reconnaitre la qualité de « Chantier d'insertion »** au Syndicat et d'officialiser l'engagement financier de l'État et du Département.
- D'**officialiser** de la part du syndicat, son engagement, à la mise en œuvre du Chantier d'Insertion, portant sur **l'activité d'entretien et de restauration des berges** du Bandiat, de la Tardoire et de la Bonnieure.
- De **conventionner le nombre d'ETP** à réaliser et de déterminer en fonction des besoins en personnel sur le chantier.

Elle peut faire **l'objet d'avenant**, par exemple lors de la « Bourse aux postes » qui sert à faire des demandes de réévaluation des ETP (Équivalents Temps Plein) conventionnés.

Ces démarches se font avec **l'assistance du CIDIL**.

VI.6.2.2.2 Convention avec le Conseil Départemental, relevant de l'insertion des bénéficiaires du RSA.

Elle est **signée annuellement avec les services du Département (DIRRECTE)** dans le cadre du **soutien financier** du Conseil Départemental dans le domaine de l'insertion des bénéficiaires du RSA.

L'aide financière intervient comme **participation aux frais de fonctionnement** des bénéficiaires du RSA.

Actuellement, la **somme est de 1 500 €** par an, versé en 2 fois : 80 % après la signature de la convention puis 20 % à la fin de l'action après **étude du rapport d'activité final** (avec l'aide du CIDIL).

a. Le suivi et règlement financier

Un **suivi mensuel** s'effectue sur la plateforme extranet de l'Agence de Service des Paiements. Il est **transmis les heures et salaires des agents**, ce qui aboutit au **calcul du nombre d'ETP** réalisé, par rapport au nombre conventionné.

Il est alors **versé une somme forfaitaire** au syndicat (Département et État) puis dans un délai de 3 mois, les **régularisations** effectuées en fonction du réalisé réel.

Les notifications sont transmises au syndicat via des avis de paiement.

Pour 2018 :

Une **1^{ère} convention** fût signée pour un montant de **81 179,76 € pour 4,08 ETP/mois**.



En juin, une « bourse aux postes » a eu lieu et il y a eu une demande de **revalorisation du nombre d'ETP pour passer à 4,73 /mois**. (1 agent en intérim + 1 agent en période d'essai pour CDI + 1 départ + 1 départ en formation). La demande ayant été acceptée, il y a eu un avenant à la convention pour un montant annuelle revue à 94 112,81€.

En fin d'année **la moyenne fut de 4,35 ETP/mois**. Ainsi, le montant total touché par le syndicat **est de 85 088,27 €**. Il y aura donc, en début 2019, une régularisation.

VI.6.2.2.3 La modulation

La modulation est une **somme qui est versée ou non aux structures porteuses de Chantiers d'insertion**. Cette modulation intervient dans le **cadre des parcours emploi compétences et au Fonds d'inclusion** dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi.

Cette **modulation est versée annuellement** selon les critères de profils des personnels en insertion, l'effort d'insertion mis en œuvre par la structure d'accueil et les résultats à la sortie des personnels.

Il s'agit d'un pourcentage du montant socle conventionné, situé entre 0 et 10 %. **Le versement moyen est de 5 %**.

Le syndicat ne connaît jamais le pourcentage à l'avance. Pour 2018, s'il y a modulation de verset, elle se fera en avril 2019.

Le montant des aides ASP pour 2019 pourrait être de
85 000€ - 23 000€ = 62 000 €

VI.6.2.3 Au niveau des membres du SyBTB

Une **clef de répartition a été votée** permettant de répartir financièrement la participation demandée lors du vote du BP. Cette clef est basée à **50% sur la population proratisée sur le bassin versant et 50 % sur la surface du bassin versant**.

EPCI	Population INSEE-2012	Surface EPCI sur bv km2	Répartition surface EPCI sur BV en %	Population sur bv	Répartition surface EPCI pour la pop. en %	clé de répartition
						(Pop %BV + %bv) / 2
Agglomération de Grand Angoulême	140 825	66,73	8%	11 232	32%	19,8%
CDC Coeur de Charente	22 145	64,11	8%	1 697	5%	6,2%
CDC de Charente Limousine	36 152	240,03	29%	10 372	29%	29,0%
CDC La Rochefoucauld Porte du Périgord	21 914	463,17	55%	12 132	34%	44,8%
CDC Lavalette Tude Dronne	18 179	2,58	0%	56	0%	0,2%
Total	239 215	836,62	100%	35 490	100%	100%

Tableau 12 : clef de répartition

En 2018, il a été demandé 164 103,83€.

Pour 2019, il est proposé 3 scénarios pour la participation :

- **1^{er} scénario** : la participation **reste identique** à la participation 2018 qui oblige à **faire des choix** sur la partie fonctionnement (diminution des moyens humains, indemnités des élus...) et ne **permet pas de dégager du financement pour les travaux entreprises** (le financement des travaux seront réalisés grâce à la trésorerie antérieure et du virement des amortissements),
- **2^{ème} scénario** : la participation **est augmentée de 22 000 €** pour **couvrir le déficit de fonctionnement** de l'année 2018 **permettant de maintenir la partie fonctionnement**, mais ne **permet pas de dégager du financement pour les travaux entreprises** (le financement travaux seront réalisés grâce à la trésorerie antérieure et du virement des amortissements),



- 3^{ème} scénario : la participation est augmentée de 150 000 € qui permet de maintenir la partie fonctionnement et de pouvoir financer les tranches de travaux prévus en investissement (tranche n°3 pour la Bonnieure, tranche n°6 pour la Tardoire et travaux ponctuels pour le Bandiat).

Lors du vote du budget, les délégués ont voté à la majorité la solution n°2.

VI.7 Dépenses prévisionnelles pour 2019

VI.7.1 Pour la partie fonctionnement

- Aucune dépense supplémentaire n'est prévue.
 - Moins de charges personnelles (fin du contrat de l'apprentie en aout 2019)
 - Non-adhésion à l'EPTB (4 524 €)
 - Non-adhésion à la Fédération Départementale des Groupement de Défense contre les Organismes Nuisibles FDGDON (9 350 €)
 - Non de renouvellement du RECEMA (suivi de la qualité de l'eau – 3 780€)

VI.7.2 Pour l'investissement

Tout d'abord, il est nécessaire pour la régie d'avoir un **renouvellement de l'outillage léger** (tronçonneuse, élagueuse). De plus, **le canoë du SyBTB** (acheter par le SIAHP de la Tardoire en 2009) permettant de suivre l'état des rivières **n'est plus en état de flotter**. Ainsi, il serait nécessaire de **renouveler cette embarcation**.

VI.7.3 Travaux entreprises

Suite aux différentes présentations qui ont eu lieu au cours des derniers mois lors des comités syndicaux, le SyBTB a en **cours deux Programmes pluriannuels de Gestion** (Tardoire et Bonnieure). En effet, le **PPG du Bandiat est arrivé à son terme**. Toutefois, nous gardons une partie de financement entreprise pour **d'éventuels travaux ponctuels**.

L'ensemble de ces travaux peuvent avoir un **soutien financier** de l'**AEAG**, de la région NA et du Département de la Charente. À savoir que la demande fut réalisée le mercredi 10 janvier 2018 ce qui a permis à l'**AEAG** de **maintenir un taux de 60%** pour cette tranche de travaux (taux du 10^{ème} programme).

Le tableau ci-dessous fait la synthèse de l'ensemble des éléments des dépenses, des subventions possibles et du restant à la charge du SyBTB.

Plan de financement pour les travaux entreprises du SyBTB 2018		
Montant de la dépense subventionnable	Bandiat	5 000,00 €
	Bonnieure	153 000,00 €
	Tardoire	35 000,00 €
Montant H.T Entreprise		160 833,33 €
Montant T.T.C Entreprise		193 000,00 €
Taux		Total des aides par institutions
Aides du CRPC	10%	16 083,33
Aides AEAG	60%	96 500,00
Aides du dpt 16	10%	16 083,33 €
TOTAL des aides		128 666,67 €
Restant à la charge de la collectivité		64 333,33 €

Tableau 13 : synthèse de la demande de subvention pour les travaux entreprise 2019

Remarque :

- Le syndicat est **obligé de faire l'avance de trésorerie** pour ces dépenses afin de **toucher les subventions environ 6 mois plus tard**. Ainsi, il faut au syndicat une trésorerie importante, car les **banques ont refusé la réalisation d'une ligne de trésorerie**. Toutefois, le déclenchement d'une ligne de trésorerie occasionne des **frais bancaires** et donc **cette somme ne peut pas être investie dans des travaux**.
- Il est important de savoir que **ces travaux** sont capitaux, car ils **permettent le déclenchement des subventions** pour les postes de technicien de rivière et de la régie.

La concertation sur la gestion des ouvrages doit se terminer en 2019. Ainsi, il a été signé **une convention** avec l'Ifrée pour un montant 13 284,00€.

VI.7.4 Dépenses des emprunts et remboursement pour trop-perçu

Le **syndicat de la Tardoire** avait **emprunté en 2016** un **crédit-relai** pour pouvoir payer les travaux d'investissement. Ainsi, cet emprunt étant arrivé à terme, le syndicat doit **payer en 2019** une somme de **60 000 €** pour le 25 juillet 2019.

Le **syndicat du Bandiat** avait emprunté 10 000 € en 2014. Ainsi, **pour 2019** il reste 4 annuités pour un total de **2 068€**.

En début d'année 2018, l'Agence de services et de paiement (ASP) nous a **versé 3 contributions consécutives en trop** (création d'une nouvelle structure due au changement de statut, 3 mois de double subvention). Ainsi, il est nécessaire de **rembourser la somme** perçue qui s'élève à **23 030,79€**.



VII. Bilan financier de ces missions pour 2018

Tableau 14 : Dépenses 2018 liées aux postes du TR

Demande de solde 2018										
Nom du bénéficiaire	SyBTB	en gris champ obligatoire à saisir à l'instruction								
Intitulé de l'opération	Frais mission poste technique	en bleu champ obligatoire à saisir au solde								
Année	2018									
Tableau 1 : Dépenses ponctuelles qui font l'objet d'une facturation hors déplacements liés à la mission (prestation de service, matériel intégralement dédiés à la mission de l'année considérée)										
Type de dépenses	Montant provisionnel (euros)	Commentaires	Montant réel au solde (euros)	Commentaires						
Équipement spécifique	7 500,00 €	équipement définitif/usage unique	7 500,00 €	remplacement solde/usage unique à la grille						
Location de salle										
Frais d'étude ou d'analyse			4 575,30 €	montant en place d'un solde forfaitaire, accompagnement technique et conseils précis						
Dépenses de communication										
Factures au demandeur										
Total 1	7 500,00 €		7 500,00 €							
Tableau 2 : Autres dépenses supportées par le demandeur directement liées à la mission (essentiellement déplacements des salariés)										
Nature de la dépense supportée	Montant provisionnel (euros)	Commentaires	Montant réel au solde (euros)	Commentaires						
Frais de déplacement versés aux agents (logement, frais kilométriques, ...)	4 000,00 €		3 300,50 €							
Frais de véhicule - amortissement de l'achat selon les règles applicables de la structure										
Assurance	4 000,00 €		3 000,00 €							
Catégorie	3 000,00 €		4 340,00 €							
Indemnisation (= amortissement de l'achat selon les règles applicables de la structure)										
Total 2	13 000,00 €		7 040,50 €							
Tableau 3 : Frais salariaux directs supportés par le demandeur (salaires et charges)										
Nom de l'agent affecté à la mission (en fonction)	Cout salarial total annuel (euros)	Nombre de jours travaillés dans l'année par agent (j)	Cout salarial journalier (euros)	Temps provisionnel dédié à la mission (j)	Frais salariaux provisionnels directs liés à la mission (euros)	Commentaires	Temps réel dédié à la mission (j)	Cout salarial journalier effectif (euros)	Frais salariaux directs effectifs liés à la mission (euros)	Commentaires
	(a)	(b)	(a)/(b)	(c)	(d)=(a) x (c)/(b)		(e)=(c)	(a)/(b) x (e)	(f)=(d) x (e)	
Technicien VIAZ, Quentin	40 000,00 €	220	181,82 €	220	40 000,00 €		220	181,82 €	39 999,99 €	
Directeur / technicien de rivière BORDO-DIAZ Emmanuel	45 000,00 €	220	204,55 €	220	45 000,00 €		220	204,55 €	45 000,00 €	
Secrétaire GIBOUT Emeline	28 000,00 €	220	127,27 €	220	28 000,00 €		220	127,27 €	28 000,00 €	
Apprenti GUYON Thibault	11 000,00 €	130	84,62 €	130	11 000,00 €		130	84,62 €	11 000,00 €	
Total 3	124 000,00 €	810	153,10 €	810	124 000,00 €		810	153,10 €	124 000,00 €	
Tableau 4 : Frais indirects (provisionnels) établis sur la base de 20% des frais salariaux										
Frais salariaux directs provisionnels (euros)	Taux forfaitaire	Montant provisionnel des frais indirects	Montant réel des frais indirects au solde							
(a)	(b)	(a) x (b)	(a) x (b)							
124 000	20%	24 800,00 €	24 545,50 €							
Total 4		24 800,00 €	24 545,50 €							
Récapitulatif										
	Provisionnel	Effectif								
	(à l'instruction)	(au solde)								
Total 1 : dépenses ponctuelles sur factures	7 500,00 €	7 500,00 €								
Total 2 : dépenses liées aux déplacements	13 000,00 €	7 040,50 €								
Total 3 : salaires et charges du personnel affecté à la mission	124 000,00 €	122 727,76 €								
Total 4 : frais indirects	24 800,00 €	24 545,50 €								
Total général	169 300,00 €	162 775,21 €								
Cout journalier = Total général / (a)	208	200								

Visa et cachet du Trésorier



Signature du Président



Il a été demandé 169 300€ et il fut dépensé 162 775,21 € pour un cout journalier de 200€

Annexes

ANNEXES

ANNEXE 1 : liste des légendes.....	2
ANNEXE 2 : Statut du SYBTB	6
ANNEXE 3 : Compte rendu de la réunion finance EPCI / SYBTB.....	7
ANNEXE 4 : Convention de mise à disposition de locaux.....	12
ANNEXE 5 : Relevé d'Identité bancaire du SYBTB	14



ANNEXE 1 : liste des légendes

Tableaux

Tableau 1 : synthèse des résultats de la pêche électrique	13
Tableau 2 : planning des réunions	17
Tableau 3 : Débit moyen par mois de la Bonnieure, de la Tardoire et du Bandiat.....	27
Tableau 4 : Débit minimum et maximum de la Bonnieure, de la Tardoire et du Bandiat.....	28
Tableau 5 : Bilan temporel des missions du TR pour 2018	29
Tableau 6 : Dépenses prévues pour 2019	32
Tableau 7 : Prévision temporelle des missions du TR pour 2019	33
Tableau 8 : Prévision des subventions pour les postes de TR pour 2019.....	36
Tableau 9 : synthèse de la demande de subvention pour les postes de technicien 2018	36
Tableau 10 : synthèse de la demande de subvention pour la régie 2018.....	37
Tableau 11 : synthèse de la demande de subvention pour les travaux_entreprise 2018.....	37
Tableau 12 : clef de répartition.....	39
Tableau 13 : synthèse de la demande de subvention pour les travaux_entreprise 2019.....	40
Tableau 14 : Dépenses 2018 liées aux postes du TR.....	42

Graphiques

Graphique 1 : Débit moyen mensuel des 3 rivières.....	28
Graphique 2 : Pourcentage des missions du TR 20178.....	30
Graphique 3 : Diagramme de Kiviat des missions du TR 2018	30
Graphique 4 : Prévision des pourcentages des missions des TR 2019.....	35

Figures

Figure 1 : Territoire en compétence SyBTB au 1 ^{er} janvier 2018.....	4
Figure 2 : Territoires des EPCI et du BV de la Tardoire.....	5
Figure 3 : Périmètre de compétence du SyBTB fin 2018.....	6
Figure 4 : Extrait des statuts du SyBTB	7
Figure 5 : Extrait de la présentation pour la CDC Charente limousine	8
Figure 6 : Extrait de la convention CDC/ SyBTB.....	8
Figure 7 : Extrait de la présentation de l'EPTB sur le financement	9
Figure 8 : Extrait de la présentation de l'EPTB	9

Figure 9 : localisation des gestionnaires sur le BV De la Tardoire	9
Figure 10 : visite de chantier sur un effacement ouvrage.....	9
Figure 11 : Extrait du compte rendu de la réunion interbassin Bandiat Tardoire.....	9
Figure 12 : Réunion de terrain pour le chantier de la Bonnieure	10
Figure 13 : création d'un matelas alluvial	11
Figure 14 : Matériel adapté aux difficultés d'accès -dumper	11
Figure 15 : Retour de l'eau progressivement	11
Figure 16 : localisation des travaux.....	11
Figure 17 : Hauteur important des matériaux avec un lit assec	11
Figure 18 : Portion après travaux	12
Figure 19 : Portion avant travaux	12
Figure 20 : Portion avant travaux	12
Figure 21 : pêche électrique sur la Bonnieure	13
Figure 22 : comptage des poissons.....	13
Figure 23 : couleur de l'eau en au milieu des aménagements	14
Figure 24 : couleur de l'eau en amont des aménagements	14
Figure 25 : réalisation du trou à la tarière manuelle.....	14
Figure 26 : tarières pour la réalisation des sondages	14
Figure 27 : localisation des pièzos	14
Figure 28 : mise en place de l'argile pour éviter l'infiltration de surface	14
Figure 29 : bouchon sur le tuyau	14
Figure 30 : piézomètre.....	14
Figure 31 : courrier de demande assistance technique	15
Figure 32 : fossé longeant la départementale	15
Figure 33 : fossé départemental à la sortie de la carrière	15
Figure 34 : rejet amont dans le ruisseau	15
Figure 35 : Rejet aval dans le ruisseau	15
Figure 36 : vue du fossé et du ruisseau de Roche.....	15
Figure 37 : vue ensemble de lavaud après travaux 2017	16

Figure 38 : vue de l'ancien seuil lors d'une montée d'eau 2018.....	16
Figure 39 : chemin avec des ornières importantes	18
Figure 40 : Réunion de lancement de la démarche de concertation	18
Figure 41 : déroulement de la réunion.....	19
Figure 42 : visite avec le groupe de chaque ouvrage - repère de niveau d'eau du moulin de Rancogne	19
Figure 43 : difficulté de navigation due au manque d'eau	19
Figure 44 : jussie poussant dans les enrochements	19
Figure 45 : batardeau amont en calcaire.....	20
Figure 46 : batardeau aval en calcaire	20
Figure 47 : injection de ciment.....	20
Figure 48 : consolidation du mur	20
Figure 49 : Localisation des moules perlières	21
Figure 50 : Moule perlière.....	21
Figure 51 : jussie à la sortie de l'étang de st esphe (24).....	21
Figure 52 : équipe de la régie	21
Figure 53 : Article de journal	21
Figure 54 : Équipe du Cidil et du syndicat Bandiat-Tardoire	21
Figure 55 : panneau d'information.....	22
Figure 56 : scolaire en pêche en amont du seuil de Lavaud.....	22
Figure 57 : animation en salle	22
Figure 58 : courrier de demande d'intervention à Confolens.....	23
Figure 59 : affiche pour la randonnée nature.....	23
Figure 60 : extrait de l'intervention.....	23
Figure 61 : affiche pour l'atelier participatif.....	23
Figure 62 : extrait du journal d'Agris.....	24
Figure 63 : Gendarmerie dans les locaux cambriolés.....	24
Figure 64 : Gendarmerie expertise le véhicule volé sur le parking	24
Figure 65 : dégâts dans les habitations	24

Figure 66 : taille des grêlons	24
Figure 67 : support sur la mise en place de haie.....	25
Figure 68 : Formation sur la mise en place de haie.....	25
Figure 69 : batardeau mis en place d'un sur la Tardoire	25
Figure 70 : Mise en place d'un batardeau sur la Tardoire	25
Figure 71 : Attestation de formation Ifrée.....	26
Figure 72 : Attestation de formation FunMook.....	26
Figure 73 : Prélèvement par le technicien et l'apprentie	28



PRÉFECTURE DE LA CHARENTE

Secrétariat Général
Direction de la citoyenneté et de la légalité
Bureau du contrôle de légalité, du conseil et
de l'intercommunalité
Affaire suivie par : Sylvie Collinseau
Tél. : 05 45 57 83 83
Courriel : sylvie.collinseau@charente.gouv.fr

Arrêté modifiant la décision institutive du syndicat d'aménagement des rivières du Bandiat, de la Tardoire et de la Bonnieure (SYBTB)

La Préfète de la Charente
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et notamment son article 59, modifié par l'article 76 de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), qui prévoit que la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI) devient une compétence obligatoire des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, à compter du 1^{er} janvier 2018 ;

VU la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la GEMAPI, notamment l'article 4 ;

VU le code de l'environnement et notamment son article L.211-7 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5711-1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral modifié du 5 mai 2017 autorisant la création du syndicat d'aménagement des rivières du Bandiat, de la Tardoire et de la Bonnieure (SYBTB) issu de la fusion du SIAH du bassin du Bandiat, du SIAH et piscicole du bassin de la Tardoire et du SIAH du bassin de la Bonnieure, devenu syndicat mixte le 1^{er} janvier 2018 ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 août 2018 donnant délégation de signature à Mme Delphine Balsa, secrétaire générale de la préfecture de la Charente ;

VU la délibération du 25 janvier 2018 du conseil communautaire de la communauté de communes Lavalette Tude Dronne demandant l'adhésion de la communauté de communes au SYBTB pour la partie de son territoire correspondant aux communes de Combiens et Rougnac ;

VU les délibérations des communes membres de la communauté de communes Lavalette Tude Dronne acceptant l'adhésion de la communauté de communes au SYBTB ;

VU la délibération du 21 mars 2018 du comité syndical du SYBTB approuvant l'adhésion de la communauté de communes Lavalette Tude Dronne au syndicat mixte ainsi que la modification des statuts ;

VU les délibérations des conseils communautaires des communautés d'agglomération Grand Angoulême (le 24/05/2018), communauté de communes Charente Limousine (le 11/04/2018), communauté de communes Coeur de Charente (le 19/04/2018), communauté de communes La Rochefoucauld – Porte du Périgord (le 28/05/2018) acceptant l'adhésion de la communauté de communes Lavalette Tude Dronne et les modifications statutaires ;

J-9 rue de la Préfecture - CS 92007 - 16023 Angoulême cedex - Standard 05 45 87 81 96 - www.charente.gouv.fr

CONSIDÉRANT que les conditions fixées par les articles L. 5211-18, L.5211-20 et L.5214-27 du code général des collectivités territoriales sont réunies ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture

ARRÊTÉ

ARTICLE 1^{er} : Le dispositif de l'arrêté préfectoral modifié du 5 mai 2017 est remplacé par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE 1 : Constitution et dénomination »

Article 1^{er} : Constitution du syndicat et dénomination

Il est formé entre les collectivités suivantes :

- la communauté de communes Coeur de Charente : transfert de la compétence GEMAPI pour la partie du territoire concernant tout ou partie du territoire des communes d'Aussac-Vidalette, Cellesfrouin, La Tâche, Mouton, Nandars, Puyteux, Saint-Ciers-sur-Bonnieure, Val-de-Bonnieure et Valence sur le bassin versant de la Tardoire (cf. carte n°1) ;

- la communauté de communes La Rochefoucauld – Porte du Périgord : transfert de la compétence GEMAPI pour la partie du territoire concernant tout ou partie du territoire des communes d'Agrie, Bursac, Charnay, Chausse, Cougères, Ecuras, Eymouthiers, Feuillade, Grassac, La Rochefoucauld, La Rochelle, Malzac, Martillac-la-Franch, Martillac, Montbron, Orpèdeau, Pranzac, Rancogne, Rivières, Rousselle, Saint-Auléry, Saint-Germain-de-Montbron, Saint-Proté-Saint-Constant, Saint-Sornin, Souffignac, Taponnat-Fleurignac, Villeneuve, Vouhron et Yrac-et-Malleyrand sur le bassin versant de la Tardoire (cf. carte n°2) ;

- la communauté de communes de Charente Limousine : transfert de la compétence GEMAPI pour la partie du territoire concernant tout ou partie du territoire des communes de Chassagnac-sur-Bonnieure, Cherves-Charistern, Gersillac, Le Lindois, Les Pins, Lésignac-Durand, Lussac, Massignac, Massendes, Moulins, Montembour, Mouzon, Neau, Rousselles-Loubert, Roussines, Saint-Clément, Saint-Mary, Sauvagnac, Sussac, Surin, Verneuil et Vitrac-Saint-Vincent sur le bassin versant de la Tardoire (cf. carte n°3) ;

- la communauté d'agglomération Grand Angoulême : transfert de la compétence GEMAPI pour la partie du territoire concernant tout ou partie du territoire des communes de Bouëx, Brie, Garat, Jauzea, Monnac, Sers et Vouzon sur le bassin versant de la Tardoire (cf. carte n°4) ;

- la communauté de communes Lavalette Tude Dronne : transfert de la compétence GEMAPI pour la partie du territoire concernant tout ou partie du territoire des communes de Combiens et Rougnac sur le bassin versant de la Tardoire (cf. carte n°5) ;

un syndicat mixte qui prend la dénomination de syndicat d'aménagement des rivières du Bandiat, de la Tardoire et de la Bonnieure (SYBTB), (cf. carte n°6).

Article 2 : Objet et compétences

Le syndicat assure la maîtrise d'ouvrage des procédures, études et travaux concernant la gestion des milieux aquatiques prévue dans les quatre items de l'article L.211-7 du code de l'environnement :

- 1^{er} : L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- 2^o : L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- 3^o : La défense contre les inondations ;
- 4^o : La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;

Sur les cours d'eau du territoire des communes adhérentes compris dans le bassin versant du syndicat, le SYBTB exerce les compétences relatives :

- au suivi de l'état des eaux et des milieux aquatiques,
- au maintien et à l'amélioration de la qualité des eaux et des milieux aquatiques (affluents compris),
- à la restauration et à l'entretien des cours d'eau sous compétences,
- au maintien et à l'amélioration des zones humides.

Les infrastructures des cours d'eau concernés sont : le Bandiat, la Tardoire, la Bonnieure et leurs affluents, sur les limites des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) adhérents au SYBTB.

Article 3 : Prestations de service

Le syndicat est habilité à effectuer des prestations de service pour le compte de ses membres ainsi que pour des tiers par le biais de convention.

Article 4 : Siège du syndicat

Le siège du syndicat se trouve à la mairie d'Agrie sis le Bourg, 16110 Agrie.

Article 5 : Durée

Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

CHAPITRE 2 : Administration et fonctionnement du syndicat

Article 6 : Représentants au sein du syndicat

Le syndicat est administré par un comité syndical composé de 37 délégués titulaires et de 37 délégués suppléants répartis de la façon suivante en fonction de la surface de l'EPCI compris dans le SYBTB soit :

EPCI	Répartition surface EPCI sur BV en %	Nombre de délégués titulaires	Nombre de délégués suppléants
Communauté d'agglomération Grand Angoulême	8 %	3	3
Communauté de communes Coeur de Charente	8 %	3	3
Communauté de communes Charente Limousine	29 %	10	10
Communauté de communes La Rochefoucauld – Porte du Périgord	55 %	20	20
Communauté de communes Lavalette Tude Dronne	0,30 %	1	1
Total	100 %	37	37

Le délégué suppléant est appelé à siéger au comité syndical avec voix délibérative, en cas d'empêchement d'un délégué titulaire.

Article 7 : Bureau

En application des articles L.5210-10 et suivants du code général des collectivités territoriales, le bureau du syndicat mixte est composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres.

Le nombre de vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 %, arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents.

Le comité syndical élit en son sein un président, les vice-présidents répartis sur les trois commissions géographiques et membres du bureau.

ARTICLE 2 : Le comptable du syndicat est le comptable du Trésor chargé de la commune siège du syndicat.

ARTICLE 3 : Un exemplaire des statuts modifiés est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 4 : Conformément aux dispositions de l'article R. 421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication, selon les modalités suivantes :

- soit un recours administratif (recours gracieux devant l'autorité qui a pris la décision ou recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur) ;
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers.

ARTICLE 5 : La secrétaire générale de la préfecture de la Charente, le directeur départemental des finances publiques de la Charente, le président du syndicat d'aménagement des rivières du Bandiat, de la Tardoire et de la Bonnieure et les présidents des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre intéressées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Angoulême, le 2 OCT. 2018

Pour la Préfète et par délégation,
la Secrétaire Générale,

Delphine Balsa

• Tableaux comparatifs :

2018 – Situation actuelle pour les postes.

Plan de financement pour les 2 postes de Travaux de rivière et aggrégat de SyBTR 2018		
2018		
Montant de la dépense subventionnable		169 100,00 €
	Taux	Total des aides par institution
Aides de CDD	11,2%	19 000,00 €
Aides AED	40%	67 640,00 €
Aides de Agglo	0%	- €
TOTAL des aides	51,2%	86 640,00 €
Restant à la charge de la collectivité	48,8%	82 460,00 €

2020 – Situation la moins favorable

Plan de financement pour les 2 postes de Travaux de rivière et aggrégat de SyBTR 2020		
2020		
Montant de la dépense subventionnable		169 100,00 €
	Taux	Total des aides par institution
Aides de CDD	0%	- €
Aides AED	40%	67 640,00 €
Aides de Agglo	0%	- €
TOTAL des aides	40%	67 640,00 €
Restant à la charge de la collectivité	60%	101 460,00 €
différence		52 860,00 €

Situation la plus favorable :

Plan de financement pour les 2 postes de Travaux de rivière et aggrégat de SyBTR 2018		
2018		
Montant de la dépense subventionnable		169 100,00 €
	Taux	Total des aides par institution
Aides de CDD	0%	0,00 €
Aides AED	50%	84 550,00 €
Aides de Agglo	0%	0,00 €
TOTAL des aides	50%	84 550,00 €
Restant à la charge de la collectivité	50%	84 550,00 €
différence		35 930,00 €

2018 / Situation actuelle pour les travaux en régie

Plan de financement pour la régie du SyBTR 2018		
Montant de la dépense subventionnable		276 100,00 €
Aides AED		49 000,00 €
Total		276 100,00 €
	Taux	Total des aides par institution
Aides de CDD	0%	0,00 €
Aides AED	18%	49 000,00 €
Aides de Agglo	0%	0,00 €
TOTAL des aides	18%	49 000,00 €
Restant à la charge de la collectivité	82%	227 100,00 €

2020 Situation la moins favorable

Plan de financement pour la régie du SyBTR 2020		
Montant de la dépense subventionnable		276 100,00 €
Aides AED		49 000,00 €
Total		276 100,00 €
	Taux	Total des aides par institution
Aides de CDD	0%	0,00 €
Aides AED	40%	110 440,00 €
Aides de Agglo	0%	0,00 €
TOTAL des aides	40%	110 440,00 €
Restant à la charge de la collectivité	60%	165 660,00 €
Différence		46 890,00 €

Situation la plus favorable

Plan de financement pour la régie du SyBTR 2020		
Montant de la dépense subventionnable		276 100,00 €
Aides AED		49 000,00 €
Total		276 100,00 €
	Taux	Total des aides par institution
Aides de CDD	0%	0,00 €
Aides AED	50%	138 050,00 €
Aides de Agglo	0%	0,00 €
TOTAL des aides	50%	138 050,00 €
Restant à la charge de la collectivité	50%	138 050,00 €
Différence		31 260,00 €

Analyse de Charente Enx 2018/2020 :

Cette prospective a été réalisée avec les éléments du CA 2017 sur 6 mois et du BP 2018. Le postulat de départ sont :

- ✓ Augmentation des dépenses de fonctionnement de 2% /an.
- ✓ Les mêmes virements à la section d'investissement.
- ✓ La stagnation des aides de l'Etat sur les postes en insertion.
- ✓ L'arrêt des aides de la Région Nouvelle Aquitaine.
- ✓ La stagnation des aides de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne.
- ✓ Pas d'investissements autres que les programmes pluriannuels de gestion.

Depense de fonctionnement :

	2018	2019	2020	2021	2022
Charges salariales	200 679,00 €	202 548,50 €	204 418,00 €	206 287,50 €	208 157,00 €
Personnels titulaires (0,507%)	149 400,00 €	151 270,00 €	153 140,00 €	155 010,00 €	156 880,00 €
Personnels non titulaires (0,524%)	50 279,00 €	51 278,50 €	52 278,00 €	53 277,50 €	54 277,00 €
Agencement (0,000%)	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Intercommunalité (0,000%)	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Charges de personnel	200 679,00 €	202 548,50 €	204 418,00 €	206 287,50 €	208 157,00 €
Matériel	21 800,00 €	22 750,00 €	23 700,00 €	24 650,00 €	25 600,00 €
Matériel	31 800,00 €	32 750,00 €	33 700,00 €	34 650,00 €	35 600,00 €
Matériel	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
Matériel	12 000,00 €	12 000,00 €	12 000,00 €	12 000,00 €	12 000,00 €
Matériel	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
Matériel	37 600,00 €	37 500,00 €	37 400,00 €	37 300,00 €	37 200,00 €
Contributions appariées	8 000,00 €	8 000,00 €	8 000,00 €	8 000,00 €	8 000,00 €
Contributions PMA	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
Contributions PMA	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €
Contributions PMA	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
Contributions PMA	4 000,00 €	4 000,00 €	4 000,00 €	4 000,00 €	4 000,00 €
Contributions PMA	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
Contributions PMA	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €

Intérêts des Bx	21 000,00 €	21 000,00 €	21 000,00 €	21 000,00 €	21 000,00 €
Charges de gestion	40 000,00 €	40 000,00 €	40 000,00 €	40 000,00 €	40 000,00 €
Total des charges	261 679,00 €	263 548,50 €	265 418,00 €	267 287,50 €	269 157,00 €
Virements à la section d'investissement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total des charges	261 679,00 €	263 548,50 €	265 418,00 €	267 287,50 €	269 157,00 €
Total des charges de fonctionnement	261 679,00 €	263 548,50 €	265 418,00 €	267 287,50 €	269 157,00 €


Recettes de fonctionnement :

	2018	2019	2020	2021	2022
Aides	70 000,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €
Etat	70 000,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €
Région NA (excl. TP)	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €
ANAG (TP + Agglo à 40%)	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
Département	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total des aides extérieures	80 000,00 €	80 000,00 €	80 000,00 €	80 000,00 €	80 000,00 €
Participations DPO-TP	230 700,00 €	230 700,00 €	230 700,00 €	230 700,00 €	230 700,00 €
Total des recettes	310 700,00 €	310 700,00 €	310 700,00 €	310 700,00 €	310 700,00 €

Cle de répartition (Pop % BV + % BV) / 2

Cle de répartition	2018	2019	2020	2021	2022
Agglomération de Grand Angoulême (30,80%)	46 800,00 €	46 800,00 €	46 800,00 €	46 800,00 €	46 800,00 €
CDC Cœur de Charente (16,20%)	14 800,00 €	14 800,00 €	14 800,00 €	14 800,00 €	14 800,00 €
CDC Charente Unitaire (20,00%)	58 200,00 €	58 200,00 €	58 200,00 €	58 200,00 €	58 200,00 €
CDC La Rochefoucauld, Portes du Périgord (44,80%)	105 500,00 €	105 500,00 €	105 500,00 €	105 500,00 €	105 500,00 €
CDC Loulaye, Tardoir Dronne (0,20%)	471,43 €	471,43 €	471,43 €	471,43 €	471,43 €
Total	235 771,43 €	235 771,43 €	235 771,43 €	235 771,43 €	235 771,43 €

Cotisations actuelles des syndicats de rivières en Charente :



SM	Surf. BV en km²	Line. CE en km	Cotisation
SYBTB	900	580	
SMA BACA	630	600	190 000 €
SYBRA	900		300 000 €
SYMBA	1100	600	282 000 €
SIAMN	878	750	245 000 €
Moy	881,50	632,50	254 250 €

IV - Temps d'échange :

Prise de parole de M. Dolanont il ressort que le syndicat doit fonctionner. Il semble difficile de diminuer les moyens du syndicat.

Peut-être se renseigner auprès de l'agence de l'eau qui favorise les actions liées aux changements climatiques. Il y a un « fléchage » des financements en fonction des projets.

A titre d'exemple pour montrer la différence d'impact : Le Sy BRA qui intervient sur le secteur d'Angoulême, à plus de finances, du fait de la présence de Grand Angoulême qui a 80 % de son territoire dans la zone d'action du Sy BRA.

Il est important de conserver une cohérence entre les travaux à effectuer, et la nécessité qu'il y ait un certain nombre d'agents pour les mener à bien.
Bien étudier l'éventualité d'un « lissage » entre les participations, mais aussi d'avoir une communication claire auprès des contribuables.

Prise de parole de Mme. Mazeau : Elle indique que la taxe GEMAPI devait représenter une part de la taxe d'habitation, puisqu'elle devait être répartie sur plusieurs taxes dont celle-ci.
M. Canit précise alors que pour la taxe d'habitation, le niveau de taxe pour la GEMAPI n'est pas dégrèvé pour le contribuable du fait de la prochaine suppression de la taxe d'habitation donc c'est directement le contribuable qui s'acquittera de la taxe.

Prise de parole de Mme Moreau, qui informe que le Président de la CDC Lavalette Tude Dronne, souhaite avoir des retours des autres syndicats Gemapiens couvrant leur territoire.

M. Bardoula s'interroge sur la notion de lissage. Soit la GEMAPI augmente progressivement soit directement en 2022.

Prise de parole de M. Martin. Il y a un risque, qui est celui de se retrouver sans augmentation de la GEMAPI pour 2019-2020, ce qui entraînerait une diminution voir une annulation de travaux.
D'où l'importance de bien expliquer la GEMAPI.

En terme de communication justement, il est rappelé que le syndicat édit son bulletin annuel et le transmet aux communes pour une distribution aux habitants.
De plus avec la future mise en place du site web du syndicat, cela va augmenter la possibilité de communication.

Pour la CDC de Charente Limousine, une question se pose. C'est celle de savoir s'il n'y a pas de financeurs possible.
Ce à quoi il est répondu que seuls 4 des 12 items ont été transférés à Sy BTB (1/2/5/8) ce qui ne laisse pas de place à cette solution.

Il est exprimé une inquiétude sur le report à 2020 pour l'augmentation, car brutale du coup.
Le lissage évoqué plus tôt n'est-il pas quelque chose de difficile au vu de la disparité des EPCI.

Pour rappel :
Les EPCI sont dans l'obligation de voter le taux de la taxe avant les 1^{er} octobre de l'année en cours pour l'année suivante. Donc cela signifie qu'elles doivent avoir au moins une idée moyenne de l'appel à cotisation.
Par ailleurs, d'un point de vue budgétaire, il conviendrait que les EPCI connaissent leurs parts de contribution à partir de juin pour N+1.
Ce qui est difficile (Pour rappel les budgets sont votés en mars), car bien qu'il y ait quelques informations fixes, il faut aussi prendre en compte des charges plus aléatoires (Tels que les consommables ou les véhicules.).

M. Canit fait un rappel historique sur les ouvrages : A savoir qu'entre les années 1960 et 1970, les travaux furent effectués sur la base d'emprunts pour investissement, ce qui est plus risqué aujourd'hui d'un point de vue financier.

Il est primordial qu'il y ait une cohésion entre tous les syndicats, afin d'éviter les risques d'augmentation brutale de leurs cotisations, qui pourrait être mal comprise.

Pour précision tous les syndicats n'ont pas le même niveau financier, lesquels pouvant avoir une réserve d'argent, ce qui n'est pas le cas du Sy BTB.

Et s'il n'y a pas assez d'argent, il y aura moins d'actions menées.

En l'état actuel des choses, il est difficile d'envisager de faire de la provision. Et les EPCI peuvent craindre de servir de « variable d'ajustement ».

Il est important que les EPCI, les syndicats de rivières, et l'Agence de l'eau Adour Garonne communiquent entre eux sur ces enjeux.

La CDC de La Rochefoucauld Porte du Périgord ne mettra pas en place la taxe GEMAPI en 2019.

Une mesure drastique est exprimée par le fait de diminuer la voilure des dépenses de fonctionnements.

Ce à quoi il est répondu pour rappel, qu'il va y avoir le transfert de charge de 9 communes actuellement situées dans des « zones blanches », c'est-à-dire, ne se trouvant pas sur le secteur couvert par les syndicats de rivières. Donc qui dit expansion de la zone d'activité, dit plus de travail, donc nécessité d'agents sur le terrain.

La règle financière est que : La cotisation des EPCI doit couvrir les frais de fonctionnement.

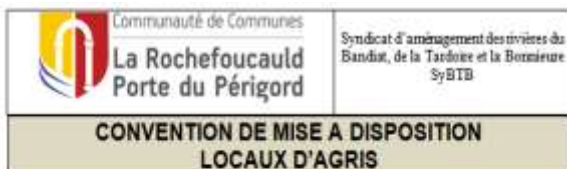
En 2020 il va y avoir un gros travail de communication de fait concernant la GEMAPI. Il est difficile de diminuer les charges de fonctionnement, du fait entre autre, des programmes de travaux pluriannuels. Car s'il n'y a plus de travaux, il n'y a plus de raisons d'obtenir des subventions.

A noter que l'agence de l'eau est elle aussi soumise à des contraintes budgétaires.

Questions diverses :

Aucune question n'étant posée, M. Le Président met fin à la réunion il est 11h30.

ANNEXE 4 : Convention de mise à disposition de locaux



Entre
La Communauté de Communes la Rochefoucauld porte du Périgord (EPCI)

Nature juridique : Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI)
Représentée par : M. BROUILLET Jean-Marc, Président
Dont le siège social est situé : 2, rue des vieilles écoles 16220 Montbron
Tél : 05 45 53 15 16
Fax : 05 45 50 39 93
Courriel : comida@rochefoucauld-perigord.fr

ET
Le Syndicat d'aménagement des rivières du Bandiat de la Tardoire et de la Bonnieure, le SyBTB,

Nature juridique : Syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU)
Représenté par : M. Jean - Marcel VERGNON, Président
Dont le siège social est situé : Mairie d'Agris 16110 Agnis
Tél : 05 45 38 10 26
Courriel : e.drot@sybtb.fr

II. A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Considérant que :

- les locaux ont été acquis en totalité par la CDC La Rochefoucauld Porte du Périgord,
- les locaux sont occupés par une infirmière libérale et l'accueil de loisirs de la CDC La Rochefoucauld Porte du Périgord au rez-de-chaussée ;

Il convient de dresser la présente convention de mise à disposition qui a pour objet de définir les modalités de mise à disposition de bureaux au profit du Syndicat d'aménagement des rivières du Bandiat, de la Tardoire et de la Bonnieure (SyBTB).

Mise à disposition de bureaux

Article 1 : Objet de la convention.

La CDC La Rochefoucauld Porte du Périgord met à disposition des bureaux dans un bâtiment pour le Syndicat d'aménagement des rivières du Bandiat, de la Tardoire et de la Bonnieure (SyBTB), qui accepte, un local désigné à l'article ci-dessous, situé Z.A la Petite Rivière à AGRIS, dont elle est propriétaire.

Article 2 : Désignation des locaux

Le bâtiment est l'ancien local du centre de gestion agricole avec un rez-de-chaussée et un étage.

Son intégrité dans la présente convention :

- Un ensemble immobilier d'une contenance de 431,80 m² comprenant un corps de bâtiment et des sanitaires. Tel que ce local existe, avec ses allées, parties attenantes et dépendances et les droits de toute nature qui y sont attachés, sans exception n'y réserve.
- Des voies d'accès internes et de stationnements, figurant au cadastre sur la commune d'Agris
- Section ZH N° de parcelle 171 d'une contenance approximative de 8 814 m².

La surface totale qui sera mise à disposition au Syndicat d'aménagement des rivières du Bandiat, de la Tardoire et de la Bonnieure (SyBTB) est d'une superficie de 275,10 m², celle-ci s'établit comme suit :

- Une partie dite privative (de couleur jaune sur le plan), à usage de bureaux à l'étage (111,10 m²) et d'un atelier (89,55 m²) au rez-de-chaussée, soit une surface de 200,65 m².
- Une partie dite commune (de couleur mauve sur le plan) répartie entre le rez-de-chaussée et l'étage à usage de hall d'entrée, local technique sanitaires, dégagements (couloir, ...) d'une surface totale de 75,45 m².
- Et le droit d'utilisation des voies d'accès et aires de stationnement internes, en commun avec les autres occupants

Il est précisé que la superficie restante, à savoir 155,70 m² sera occupée comme suit :

- Un bureau au rez-de-chaussée (de couleur verte sur le plan) d'une surface de 12,70 m² est occupé par une infirmière,
- Au rez-de-chaussée un ensemble (de couleur bleue sur le plan) de deux bureaux (29,80 m²), de rangements (2,40 m²) et d'une salle de réunion (32,15 m²) d'une surface totale de 64,35 m² seront occupés par le service Enfance Jeunesse ALSH de la CDC La Rochefoucauld Porte du Périgord.
- A l'étage, un ensemble (de couleur orange sur le plan) de cinq bureaux d'une surface totale de 78,65 m² seront conservés par la CDC La Rochefoucauld Porte du Périgord pour y entreposer ses archives.

Le plan désignant les parties dites privatives et communes demeure ci-joint et annexé à la présente convention de mise à disposition.

Article 3 : Destination des locaux

Le local mis à disposition sera exclusivement affecté à l'activité du Syndicat d'aménagement des rivières du Bandiat, de la Tardoire et de la Bonnieure (SyBTB).

Dans l'exercice de cette activité, à l'intérieur du lieu mis à disposition, le Syndicat d'aménagement des rivières du Bandiat, de la Tardoire et de la Bonnieure (SyBTB) devra se conformer (soitiquement) aux lois, règlements et prescriptions administratifs pouvant s'imposer à lui. Il ne pourra faire entrer ni entreposer des marchandises présentant des risques ou inconvénients, quels qu'ils soient.

Article 4 : Etat des lieux

Le Syndicat d'aménagement des rivières du Bandiat, de la Tardoire et de la Bonnieure (SyBTB) prendra les lieux, objet de la présente mise à disposition, dans l'état où ils se trouveront lors de l'entrée. Ceux-ci seront constatés par un "état des lieux" dressé contradictoirement entre le Syndicat et la CDC La Rochefoucauld Porte du Périgord. Celui-ci sera annexé à la présente convention.

Article 5 : Assurance

Le Syndicat d'aménagement des rivières du Bandiat, de la Tardoire et de la Bonnieure (SyBTB) s'assurera contre les risques d'incendie, d'explosion, de vol, de foudre, de bris de glace et de dégâts des eaux et contre tout risque local et les recours des voisins et des tiers résultant de son activité ou de sa qualité auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue.

L'assurance souscrite devra générer des dommages et intérêts suffisants pour permettre la reconstruction des locaux ou des équipements confiés.

Le Syndicat communiquera l'attestation d'assurance à la CDC La Rochefoucauld Porte du Périgord chaque année au mois de janvier.

Article 6 : Responsabilité - recours

Le Syndicat d'aménagement des rivières du Bandiat, de la Tardoire et de la Bonnieure (SyBTB) sera personnellement responsable vis-à-vis de la CDC La Rochefoucauld Porte du Périgord et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés.

Le Syndicat répondra des dégradations causées au local mis à disposition pendant le temps qu'il en aura la jouissance et commises tant par lui que par ses membres, préposés et toute personne effectuant des travaux ou des interventions pour son compte.

Article 7 : Loyer - charges

La présente mise à disposition de locaux est consentie et acceptée moyennant une redevance mensuelle de 350,00 Euro.

Indépendamment de la redevance mensuelle, Le Syndicat d'aménagement des rivières du Bandiat, de la Tardoire et de la Bonnieure (SyBTB), devra rembourser à la CDC La Rochefoucauld Porte du Périgord au prorata de la surface mise à disposition toutes les charges locales. Plus précisément, lesdites charges englobent l'eau, l'électricité, l'impôt foncier ainsi que les frais de confection de rôle y afférent et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Par ailleurs, le Syndicat remboursera l'EPCI pour l'entretien et le ménage des locaux, comme suit :

- **Parties communes** : A raison d'une heure hebdomadaire pour le ménage et l'achat des fournitures et des produits d'entretien au prorata de la surface mise à disposition.
- **Parties privatives** : A raison d'une heure hebdomadaire pour le ménage des locaux. Le Syndicat fournira les fournitures et des produits d'entretien à l'agent chargé du ménage.

Le Syndicat d'aménagement des rivières du Bandiat, de la Tardoire et de la Bonnieure (SyBTB) s'acquittera au moyen d'une provision mensuelle de 50,00 Euro.

La régularisation des charges interviendra à chaque semestre sur présentation d'un état récapitulatif.

Article 8 : Travaux

Le Syndicat d'aménagement des rivières du Bandiat, de la Tardoire et de la Bonnieure (SyBTB), ne pourra pas réaliser des travaux, sans l'accord écrit et préalable de la CDC La Rochefoucauld Porte du Périgord.

En cas d'autorisation, la CDC La Rochefoucauld Porte du Périgord pourra exiger que les travaux soient exécutés sous sa surveillance.

Pour les travaux effectués sans son autorisation, la CDC La Rochefoucauld Porte du Périgord pourra exiger le rétablissement des lieux dans leur état primitif, aux frais exclusifs du Syndicat.

Article 9 : Durée, résiliation, modifications

La présente convention prend effet au 1^{er} juillet 2017 elle est consentie et acceptée pour une durée de trois ans.

Cette durée sera ensuite prolongée d'un par tacite reconduction jusqu'à la dénonciation de la convention.

La présente convention pourra être dénoncée par l'une des deux parties par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 6 mois.

Les parties peuvent également convenir d'un commun accord de la résiliation de la présente convention à une date convenue entre elles, moyennant un échange de courriers effectué en recommandé avec accusé de réception.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par les instances délibérantes de l'EPCI et du Syndicat.

L'EPCI transmettra la présente convention signée par les parties au représentant de l'Etat.

Article 10 : Litiges

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et de ses suites sera de la compétence des tribunaux administratifs.

Fait à Montbron, le

Communauté de Communes
La Rochefoucauld porte du Périgord

Le Président,

Jean - Marc BROUILLET

Syndicat d'aménagement des rivières
du Bandiat de la Tardoire et de la Bonnieure
le SyBTB

Le Président,

Jean - Marcel VERGNON

ANNEXE 5 : Relevé d'Identité bancaire du SYBTB

Banque de France

1, Rue la Vrillière

75001 PARIS

TRESORERIE LA ROCHEFOUCAULD

1 RUE DE L'AUMONERIE

16110 LA ROCHEFOUCAULD

Relevé d'Identité Bancaire (RIB) 053

RIB : 30001 00129 F1600000000 18

IBAN : FR20 3000 1001 29F1 6000 0000 018

BIC : BDFEFRPPCCT